



United Nations
Educational, Scientific and
Cultural Organization

Organisation
des Nations Unies
pour l'éducation,
la science et la culture

Patrimoine mondial

39COM

WHC-15/39.COM/5A

Paris, 15 mai 2015

Original : anglais

**ORGANISATION DES NATIONS UNIES
POUR L'ÉDUCATION, LA SCIENCE ET LA CULTURE**

**CONVENTION CONCERNANT LA PROTECTION
DU PATRIMOINE MONDIAL, CULTUREL ET NATUREL**

COMITÉ DU PATRIMOINE MONDIAL

Trente-neuvième session

**Bonn, Allemagne
28 juin – 8 juillet 2015**

Point 5 de l'ordre du jour provisoire : Rapports du Centre du patrimoine mondial et des Organisations consultatives

5A : Rapport du Centre du patrimoine mondial sur ses activités et la mise en œuvre des décisions du Comité du patrimoine mondial

RÉSUMÉ

Ce document présente le rapport du Secrétariat sur les activités menées à bien ainsi que sur les résultats obtenus par la mise en œuvre des décisions et des objectifs stratégiques du Comité du patrimoine mondial depuis la 38^e session (Doha, 2014).

Des références, tels que des liens internet, renvoient, le cas échéant, à des informations plus détaillées sur certaines activités.

Projet de décision : 39 COM 5A, voir Point VII.

I. PRÉSENTATION DU FORMAT DU DOCUMENT

1. Ce document présente les principales activités menées à bien par le Centre du patrimoine mondial (le Centre) et leurs résultats depuis la 38e session du Comité du patrimoine mondial (Doha, 2014). Il suit le format requis par la 37e session du Comité du patrimoine mondial (Phnom Penh, 2013) qui tend à mieux refléter les résultats escomptés, tels que définis dans le programme et le budget approuvés dans le cadre du nouveau programme et budget quadriennal 2014-2017 (37 C/5).
2. Le rapport comporte une partie narrative complétée par un tableau et quatre annexes. La partie narrative (Points II, III, IV et V) présente la structure actuelle du Centre du patrimoine mondial et les progrès accomplis par rapport aux résultats définis dans le document 37 C/5. Le **tableau** (point VI) recense les activités entreprises pour atteindre les « 5 C » (crédibilité, conservation, renforcement des capacités, communication et communautés) ainsi que les résultats obtenus. L'**Annexe 1** présente un suivi des décisions adoptées par la 38e session. L'**Annexe 2** recense les réunions d'experts et autres réunions. Un rapport sur l'autorisation de l'utilisation de l'emblème du patrimoine mondial figure à l'**Annexe 3**. L'**Annexe 4** présente l'inventaire des partenariats du patrimoine mondial.

II. STRUCTURE ET COMPOSITION DU CENTRE DU PATRIMOINE MONDIAL

3. Le Centre a été restructuré en 2014, dans le cadre de la restructuration du Secteur de la Culture (voir DG/Note/14/21). Le Centre fait désormais partie de la Division du patrimoine (qui inclut la Convention de 1954 et ses deux Protocoles, la Convention de 1970 et les missions sur les musées, la Convention de 2001 et la Section Histoire, Mémoire et Dialogue). Le Centre est dirigé par un Directeur (D-2), également responsable de la Division du patrimoine (assisté par un Directeur adjoint D-1). Il comporte cinq unités régionales pour l'Afrique, les États arabes, l'Asie et le Pacifique, l'Europe et l'Amérique du Nord et l'Amérique latine et les Caraïbes ainsi qu'une unité de Politique et Réunions statutaires. La structure du Centre est complétée par une Unité administrative et un(e) Spécialiste des opérations, responsable du Fonds du patrimoine mondial. Les programmes thématiques du patrimoine mondial sont répartis entre les différentes unités régionales et gérés par leurs coordinateurs respectifs. Les réunions statutaires sont organisées avec l'appui d'une Unité des Services communs aux conventions (CCS), qui couvre toutes les conventions culturelles y compris la Convention du patrimoine mondial.
4. Le Centre comprend 29 postes établis financés au titre du Programme ordinaire : 10 postes de Services généraux et 19 postes de Professionnels. Ils sont complétés par 21 postes financés par des ressources extrabudgétaires (17 postes de professionnels et 4 postes de Services généraux) et deux postes temporaires (un pour les services généraux et un professionnel). Le Centre bénéficie aussi de personnel mis à la disposition gracieusement par les États parties : un détachement (République de Corée), trois prêts non remboursables (un de Singapour et deux de Turquie) et trois experts associés (Japon, Finlande et Allemagne). Le document WHC-15/39.COM/15 présente un rapport sur l'exécution du budget biennal 2014-2015 et des propositions de budget pour la période 2016-2017. Comme tous les autres secrétariats des conventions, le Centre du patrimoine mondial bénéficie aussi des services de l'Unité des Services communs aux conventions dotée de 11 postes créés dans le cadre de la restructuration de 2014, afin de fournir une plateforme commune de ressources pour

des besoins communs dans les domaines de l'organisation des réunions statutaires, de la sensibilisation et des partenariats, de la communication, des publications et du web.

III. RÉSULTAT ESCOMPTÉ

5. Les activités du Centre du patrimoine mondial sont conformes à la nouvelle Stratégie à moyen terme pour 2014-2021 et au Programme et budget pour 2014-2017 de l'UNESCO. Le Programme et budget approuvé (37 C/5) comporte un axe d'action, « *Protéger, conserver, promouvoir et transmettre la culture et le patrimoine et recourir à l'histoire aux fins du dialogue et du développement* », pour lequel un résultat escompté a été identifié pour la Convention du patrimoine mondial :

« Identification, protection, suivi et gestion durable du patrimoine matériel par les États membres, notamment par la mise en œuvre effective de la Convention de 1972 ».

6. Les six indicateurs de performance (IP) suivants ont ainsi été développés :

IP 1 Soutien des organes directeurs de la Convention de 1972 par l'organisation efficace de leurs réunions statutaires ;

IP 2 Nombre de biens du patrimoine mondial où les capacités du personnel sont renforcées, notamment en collaboration avec des instituts et centres de catégorie 2 ;

IP 3 Nombre d'États parties qui élaborent ou révisent des Listes indicatives et pourcentage de dossiers de candidatures conformes aux conditions prescrites ;

IP 4 Nombre de biens du patrimoine mondial qui contribuent au développement durable ;

IP 5 Nombre de parties prenantes contribuant à la conservation, aux priorités thématiques et à la sensibilisation ;

IP 6 Nombre de biens du patrimoine mondial où la contribution équilibrée des femmes et des hommes à la conservation est avérée.

La partie narrative qui suit propose essentiellement des informations quantitatives, pourcentages compris, afin d'illustrer les indicateurs de performance identifiés permettant de mesurer la réalisation du résultat escompté. Elle présente également des exemples précisant la contribution des activités à l'un des cinq objectifs stratégiques ou à un indicateur de performance.

A. Indicateur de performance 1 : soutien des organes directeurs de la Convention de 1972 par l'organisation efficace de leurs réunions statutaires

7. Le Centre a assuré l'organisation de la 38^e session du Comité du patrimoine mondial (Comité) à Doha (Qatar), du 15 au 25 juin 2014. **42** documents (**30** documents de travail et **12** documents d'information) ont été préparés par le Secrétariat et envoyés le **30 avril 2014**, conformément au délai statutaire de six semaines, puis le **16 mai et le 6**

juin 2014. Sept documents ont été distribués juste avant la session ou au cours de celle-ci (sur la base des décisions prises par le Comité). Le rapport des décisions a été mis en ligne le 8 juillet 2014 à l'adresse : <http://whc.unesco.org/fr/sessions/38COM/>. Le résumé des interventions est également disponible sur le site internet.

8. À l'occasion de sa 38e session, le Comité a pris bonne note des recommandations de l'Audit des méthodes de travail des conventions culturelles visant à simplifier et à rationaliser les divers processus statutaires et à parvenir à la maîtrise des coûts pour les six conventions culturelles de l'UNESCO (décision **38 COM 5F.2**). Le Comité a également décidé d'établir un *groupe de travail ad hoc* pour examiner les questions et formuler des recommandations sur l'évaluation et le processus de prise de décision relatif aux propositions d'inscription (décision **38 COM 13**). Le document WHC-15/39.COM/13A contient le rapport du *groupe de travail ad hoc*, avec des recommandations afin d'améliorer le dialogue, la transparence et l'efficacité des réunions statutaires et prévenir l'éventuelle politisation du Comité.
9. La 1ère session extraordinaire de l'Assemblée générale des États parties, organisée les 13 et 14 novembre 2014, a adopté une révision majeure du *Règlement intérieur* de l'Assemblée générale (<http://whc.unesco.org/fr/ga/>). Dans le souci d'une représentation géographique plus équitable dans la composition du Comité du patrimoine mondial, les membres du Comité seront désormais élus sur la base des groupes électoraux de l'UNESCO (résolution **1 EXT.GA 3**). 16 sièges fixes sont alloués aux groupes électoraux et cinq sièges sont ouverts.
10. Les 16 sièges sont alloués aux groupes électoraux comme suit : deux sièges pour le Groupe I (États d'Europe occidentale et d'Amérique du Nord) ; deux sièges pour le Groupe II (États d'Europe orientale) ; deux sièges pour le Groupe III (États d'Amérique latine et des Caraïbes) ; trois sièges pour le Groupe IV (États d'Asie et du Pacifique) ; quatre sièges pour le Groupe Va (États d'Afrique) et deux (2) sièges pour le Groupe Vb (États arabes). Un siège supplémentaire sera alloué au Groupe III et au Groupe IV par rotation et, à chaque élection, on s'accordera à assurer qu'au moins un État partie qui n'a jamais siégé soit élu comme membre du Comité du patrimoine mondial. Les résolutions adoptées lors de la 1ère session extraordinaire de l'Assemblée générale des États parties peuvent être consultées à l'adresse : <http://whc.unesco.org/archive/2014/whc14-1EXTGA-4-fr.pdf>.
11. Dans le cadre du suivi de l'initiative de la Directrice générale « Réflexion sur l'avenir », les États parties et les Organisations consultatives se sont réunis une demi-journée, le 21 janvier 2015, pour faire le point sur les progrès accomplis afin d'améliorer le dialogue, la communication et la transparence pour renforcer la crédibilité de la Convention du patrimoine mondial. Le document WHC-15/39.COM/5C propose un rapport d'étape sur cette initiative.
12. En organisant régulièrement des réunions d'orientation, le Centre continue à renforcer les compétences des membres du Comité (décision **35 COM 12B**) aux fins de leur permettre de mieux comprendre des questions telles que la valeur universelle exceptionnelle, le processus de propositions d'inscription et les rapports sur l'état de conservation, ainsi que les questions de procédure. Une première réunion d'orientation des membres du Comité s'est donc tenue le 22 janvier 2015. Deux autres réunions d'orientation sont prévues pour cette année : (i) une le 28 juin, avant l'ouverture de la session annuelle du Comité du patrimoine mondial et (ii) une subséquemment à l'élection des nouveaux membres du Comité du patrimoine mondial, lors de la 20e Assemblée générale des États parties, en novembre 2015.

B. Indicateur de performance 2 : nombre de biens du patrimoine mondial où les capacités du personnel sont renforcées, notamment en collaboration avec des instituts et centres de catégorie 2

13. Suite à l'adoption de la Stratégie de renforcement des capacités pour le patrimoine mondial (WHCBS) lors de la 35e session du Comité du patrimoine mondial (UNESCO, 2011), le Centre du patrimoine mondial, les Organisations consultatives, les centres et instituts de catégorie 2 et les autres partenaires pour le renforcement des capacités, ont mis en œuvre des activités destinées à renforcer les capacités des professionnels et des institutions opérant dans le domaine du patrimoine (décisionnaires et responsables politiques), au sein des États parties, et au sein d'autres réseaux et communautés professionnelles du patrimoine, à savoir les parties prenantes de l'ensemble de la société civile, à l'échelle mondiale. Il convient également de noter que toutes les activités de conservation menées à bien dans le cadre de la *Convention* s'accompagnent et incluent généralement un élément de formation et/ou de renforcement des capacités.
14. Depuis la 38e session, le personnel de **64 biens du patrimoine mondial** de toutes les régions (**34 en Afrique, 3 dans les États arabes, 2 en Asie-Pacifique, 20 en Europe et 5 en Amérique latine-Caraïbes**) a bénéficié d'activités de renforcement des capacités aux niveaux national, régional et international, dans les domaines de la conservation du patrimoine et de la gestion durable. Sur la même période, **42 ateliers de renforcement des capacités** ont formé au moins **980 personnes**, notamment en leur transmettant l'expertise nécessaire pour mieux protéger et conserver les sites dont ils ont en charge la gestion.
15. Des stratégies régionales et sous-régionales de renforcement des capacités ont été et sont développées à partir des résultats du deuxième cycle de soumission des rapports périodiques. Le partenariat entre le Centre du patrimoine mondial et le Fonds pour le patrimoine mondial africain (centre de catégorie 2 de l'UNESCO) a donné lieu à plusieurs activités régionales de renforcement des capacités dans les États parties africains, y compris par le biais du Programme Africa Nature. Les activités couvrent un large éventail de thématiques : formation à l'esprit d'entreprise des gestionnaires de sites du patrimoine mondial et des représentants des communautés (le personnel de 15 biens du patrimoine mondial dans 14 États parties africains a été formé), ateliers de préparation aux risques de catastrophes (le personnel de sept biens du patrimoine mondial au Mozambique et au Cap-Vert a été formé) et zones tampons (le personnel de huit biens du patrimoine mondial a été formé). Les autres ateliers de renforcement des capacités dans la région ont porté sur la documentation des systèmes traditionnels de gestion et l'implication des communautés locales (le personnel de trois biens du patrimoine mondial a été formé).
16. Des partenariats importants entre l'UNESCO et les centres de catégorie 2 sur le patrimoine mondial ont également contribué à renforcer les capacités des communautés locales dans d'autres régions. En novembre 2014, le bureau de l'UNESCO à Beyrouth, l'ICCROM, le Centre l'ATHAR (Centre Patrimoine matériel architectural et archéologique dans la région arabe) et le Centre régional arabe pour le patrimoine mondial (centre de catégorie 2 de l'UNESCO) ont organisé conjointement une formation de trois semaines intitulée « Premier secours pour le patrimoine culturel bâti en Syrie ». Le programme visait à améliorer les compétences techniques des experts leur permettant de sécuriser le patrimoine culturel bâti en danger et de prendre les mesures appropriées pendant la phase de reconstruction post-conflit. Le programme était mis en œuvre dans le cadre du projet de sauvegarde d'urgence du patrimoine culturel syrien, une initiative novatrice financée par l'Union européenne. En

effet, ces partenariats et collaborations sont essentiels pour renforcer la capacité des communautés locales à s'approprier leur patrimoine bâti, notamment dans les régions de post-conflits.

17. L'ICCROM a organisé en Chine, en octobre 2014, en partenariat avec l'Institut de formation et de recherche pour le patrimoine mondial de la région Asie et Pacifique (WHITR-AP), une formation internationale sur l'évaluation d'impact sur le patrimoine (HIA). Cette formation de 10 jours, dispensée à 16 participants de 11 pays, leur a enseigné à évaluer les impacts de différents facteurs affectant les sites du patrimoine mondial et les sites patrimoniaux en général. Le Tableau, Partie VI de ce document, propose des compléments d'informations sur les activités de renforcement des capacités menées à bien dans les différentes régions, dans le cadre des « 5 C » de la *Convention*.

C. Indicateur de performance 3 : nombre d'États parties qui élaborent ou révisent des Listes indicatives et pourcentage de dossiers de candidatures conformes aux conditions prescrites

18. La Convention du patrimoine mondial a été ratifiée presque universellement par 191 États parties, le dernier en date étant les Bahamas, le 15 mai 2014. En 2014, **40 États parties ont révisé leurs Listes indicatives**. C'est le cas, par exemple, de Djibouti et de la Dominique qui ont soumis leur première Liste indicative. Le nombre d'États parties ayant établi une Liste indicative est désormais portée à **174**.
19. Lors de sa 38e session, le Comité a inscrit 26 biens sur la Liste du patrimoine mondial : 4 biens naturels, 1 bien mixte et 21 biens culturels. Quatre extensions ont été décidées pour des biens déjà inscrits sur la Liste. Avec l'inscription du **Delta de l'Okavango au Botswana**, la Liste du patrimoine mondial a atteint le nombre de **1000 biens**. La Liste du patrimoine mondial compte actuellement 1007 biens répartis dans 161 pays, dont 779 biens culturels, 197 biens naturels et 31 biens mixtes. L'État partie du Myanmar a obtenu l'inscription de son premier bien sur la Liste du patrimoine mondial, à savoir les Anciennes Cités Pyu.
20. Le Centre a préparé, conjointement avec les Organisations consultatives, 150 rapports sur l'état de conservation des biens inscrits, dont 44 biens inscrits sur la Liste du patrimoine mondial en péril, pour examen par la 38e session du Comité du patrimoine mondial. Le Centre et les Organisations consultatives ont examiné avec attention l'état de conservation de ces biens du patrimoine mondial et ont, le cas échéant, œuvré avec les États parties à la définition de paramètres en vue de l'obtention d'un état de conservation souhaité, afin d'obtenir le retrait de ces biens de la Liste du patrimoine mondial en péril. Le dialogue et les échanges intervenus entre le Centre, les Organisations consultatives et les experts des États parties ont permis de réduire les problèmes d'état de conservation qui auraient pu compromettre la valeur universelle exceptionnelle des biens et de résoudre des problèmes d'état de conservation en suspens.
21. **78,5 pour cent des dossiers de propositions d'inscription** reçus au 1er février 2015, pour examen à l'occasion de la 40e session de 2016, ont été jugés complets conformément aux dispositions des *Orientations*, parmi lesquels **14 pour cent** avaient été soumis par des États parties non ou sous-représentés sur la Liste du patrimoine mondial. Lors de sa 39e session (Bonn, 2015), le Comité examinera **38 propositions** d'inscription sur la Liste du patrimoine mondial, pour 32 biens culturels, 5 biens

naturels et 1 bien mixte. Les États parties ont soumis 12 modifications mineures des limites concernant 10 biens culturels et 2 biens naturels.

22. Le Centre et les Organisations consultatives continuent à mettre l'accent sur l'appui fourni aux États parties dans le cadre de la préparation ou de l'actualisation des Listes indicatives, ainsi que dans le cadre de la préparation des dossiers de propositions d'inscription. A cet égard, sont ciblés notamment les petits États insulaires en développement (PEID), les pays les moins avancés (PMA) et les pays actuellement sous-représentés sur la Liste du patrimoine mondial ou sans sites inscrits. Le Centre soutient ces efforts de diverses manières, telles que des directives adressées directement aux États parties concernés, la promotion d'une collaboration active avec les Organisations consultatives ou encore une assistance dispensée grâce à des projets extrabudgétaires. Le processus en amont a permis de nouer un dialogue plus solide et pertinent entre les États parties, le Centre et les Organisations consultatives et cela pendant toute la procédure d'inscription, afin de limiter le risque que des problèmes surviennent ultérieurement.
23. On peut citer, à titre d'exemple, le projet d'assistance préparatoire accordé aux Maldives et financé par le Fonds-en-dépôt coréen dans le cadre de la procédure d'appui à la préparation du projet de dossier de proposition d'inscription en série des mosquées de pierre de corail. Le projet est le premier du genre pour cet État partie. Une mission de conseil a été organisée par l'ICOMOS aux Maldives en août 2014, qui a donné lieu à des recommandations pour une étude plus approfondie sur la valeur universelle exceptionnelle potentielle et le choix des sites. Un appui préparatoire a également été proposé à la Jamaïque, à l'Arabie saoudite et à l'Uruguay dans le cadre de la préparation des propositions d'inscription qui seront examinées à la 39e session du Comité.
24. D'autres exemples d'activités menées à bien par le Centre et ses partenaires pour renforcer la représentativité, l'équilibre et la crédibilité de la Liste du patrimoine mondial sont présentés dans la Partie VI du document, sous la rubrique « Crédibilité » des « 5 C » de la *Convention*.

D. Indicateur de performance 4 : nombre de biens du patrimoine mondial qui contribuent au développement durable

25. Le développement durable reste un axe important pour maintenir la pertinence de la *Convention du patrimoine mondial* de 1972 par rapport au contexte social, économique et environnemental actuel. Des activités visant à maîtriser les effets du tourisme, de l'urbanisation, du changement climatique, des conflits et des catastrophes sont en cours dans **29 biens du patrimoine mondial**. Le document WHC-15/39.COM/5E propose davantage d'informations sur la Convention du patrimoine mondial et sa contribution au développement durable.
26. Les plans de gestion de six biens africains du patrimoine mondial ont été actualisés pour tenir compte d'une meilleure sensibilisation au rôle de la gestion des risques et du développement du tourisme durable. Par ailleurs, un projet de développement du tourisme durable a été mis en place pour le site éthiopien du patrimoine mondial de Lalibela, avec l'appui du Centre du patrimoine mondial. Dans la région Asie-Pacifique, les recommandations touchant à la conservation des rizières en terrasse des Hani de Honghe dans le cadre d'une gestion durable seront partagées avec d'autres biens asiatiques confrontés aux mêmes défis. La stratégie de planification durable s'applique également aux sites culturels. On peut citer le nouveau plan de gestion visant à

réactiver le monastère San Francisco de Quito (Equateur) ou la conservation durable de Coro et son Port (Venezuela), qui seront mis en œuvre en 2015.

27. Le thème du développement durable se retrouve également dans les activités du Centre du patrimoine mondial, comme le programme de Volontaires du patrimoine mondial et les publications pertinentes. Des informations sur le tourisme durable et les sites du patrimoine mondial ont été diffusées auprès des experts et du grand public dans le numéro 71 de la revue *Patrimoine mondial*, consacré au tourisme durable. Le thème du programme de Volontaires du patrimoine mondial 2014 a porté sur la durabilité, dans le cadre de la décennie des Nations unies pour l'éducation au service du développement durable (2005-2014). 54 projets d'actions pour la jeunesse (d'une durée minimum de 10 jours) ont été menés à bien de mai à novembre 2014 sur 53 sites dans 33 pays avec 44 organisations pour la jeunesse. Les jeunes mobilisés sont estimés à 700. Ces projets ont permis de sensibiliser les jeunes, qui sont les futurs gestionnaires de la conservation du patrimoine de leur pays, au lien entre patrimoine et développement durable. Ils les ont également encouragés à s'approprier leur patrimoine local et à s'investir dans leurs communautés locales.
28. La participation des jeunes à la conservation du patrimoine mondial constitue un indicateur fiable du lien entre patrimoine mondial et développement durable. Parmi les activités de cette nature, on peut citer le Forum de jeunes sur le patrimoine mondial du Qatar (juin 2014) qui les a réunis dans une simulation de « Comité du patrimoine mondial » afin de les initier au fonctionnement du Comité. On peut également citer le 6e Forum des jeunes ibéro-américains organisé sur le thème du lien entre patrimoine et cohésion sociale, et destiné à inciter les jeunes à découvrir le patrimoine, à s'investir dans sa conservation et à prendre conscience de son importance pour l'identité et le développement.

E. Indicateur de performance 5 : Nombre de parties prenantes contribuant à la conservation, aux priorités thématiques et à la sensibilisation

29. Le Centre du patrimoine mondial continue à travailler avec de nombreux partenaires, ONG et organisations pour la jeunesse, fondations et secteur privé, pour renforcer la visibilité du patrimoine mondial, mobiliser des ressources et de l'expertise et mettre l'accent sur l'importance de la conservation et de la protection du patrimoine.
30. Le Programme marin du patrimoine mondial (WHMP) est un exemple de programme thématique ayant réussi à nouer de solides partenariats avec le secteur privé et à renforcer la visibilité du patrimoine mondial. À l'occasion du Congrès mondial des parcs organisé à Sydney en 2014, un court-métrage a été produit en coopération avec l'Ambassadrice de bonne volonté des Nations Unies pour l'Environnement, Melle Gisele Bündchen, et le Programme des Nations Unies pour l'Environnement (UNEP), appelant à la protection des sites marins du patrimoine mondial. Le Programme marin du patrimoine mondial a organisé un événement spécial pour la Journée de la Terre (22 avril 2015) avec l'horloger Jaeger-LeCoultre dans le but de sensibiliser à la protection des sites marins du patrimoine mondial. Un nouveau projet est également développé à l'occasion de la Journée mondiale des océans (8 juin 2015), avec l'organisation à but non lucratif SeaWeb et le réseau hôtelier Relais & Châteaux, afin de promouvoir une pêche durable dans les sites marins du patrimoine mondial.
31. Dans le cadre du partenariat de longue durée de la Convention France-UNESCO, de nombreux acteurs, institutionnels et professionnels, sont régulièrement appelés à participer à la mise en œuvre de projets de conservation. Par exemple, l'école

française d'architecture de Lille a proposé une assistance technique et préparatoire à l'ONG civile comorienne « Collectif pour le Patrimoine des Comores » afin des préparer l'inscription du « Sultanat des Comores » sur la Liste du patrimoine mondial. Le Centre international de la construction en terre (CRATerre) a organisé des missions techniques au Bénin pour étudier le projet de proposition d'inscription de la route des esclaves, préparer les mécanismes de gestion, délimiter le bien et la zone tampon. La ville d'Albi a également proposé un appui institutionnel à la ville d'Abomey, à la suite de l'incendie du palais royal, visant à mettre en place une approche intégrée regroupant tous les acteurs internationaux appuyant la conservation du palais royal.

32. Dans le cadre du projet Lumbini 2015 UNESCO/fonds-en-dépôt japonais, le comité directeur international a réuni, en janvier 2015, 45 participants dont des officiels népalais, le Lumbini Development Trust, des responsables de districts, des experts nationaux et internationaux, des représentants de l'UNESCO, du WWF, de l'UICN-Népal et la communauté bouddhiste de Lumbini et de Katmandou. Un plan de mise en œuvre des activités du projet a été adopté pour 12 mois. Dans la même région, le Forum for Cultural Landscapes of Bhutan (Forum sur les paysages culturels du Bhoutan) a réuni 200 participants, dont le Premier ministre du Bhoutan, le ministre de l'Intérieur et des Affaires culturelles, plusieurs secrétaires d'État, douze membres de l'Assemblée nationale, six membres du Conseil national et plusieurs représentants internationaux au Bhoutan. Il a permis de définir le concept de paysages culturels dans le contexte bhoutanais et de mettre en avant la nécessité de les conserver pour leur intérêt identitaire pour les habitants. Le Forum a également encouragé les autorités bhoutanaises et le grand public à comprendre, respecter, préserver et développer de manière durable le paysage culturel existant en raison de sa fragilité, et cela, notamment dans un contexte d'exode rural.
33. La diffusion large des publications relatives au patrimoine mondial a également contribué à renforcer la visibilité des problèmes stratégiques du patrimoine mondial et à partager les connaissances techniques avec le public et les acteurs. La lettre d'information électronique sur le patrimoine mondial et les activités du centre a été envoyée en anglais et en français, en mai et novembre 2014, puis en février 2015, à 20 000 abonnés du site web du Centre du patrimoine mondial. Plus de 100 000 abonnés sont désormais inscrits sur le site web du Centre, qui a reçu plus de 1 070 000 visites par mois. Ce chiffre, qui représente 42 pour cent des consultations du site web de l'UNESCO, démontre l'intérêt mondial croissant pour les problématiques du patrimoine mondial. En outre, 70 000 exemplaires de la carte du patrimoine mondial 2014-2015 ont été publiés en collaboration avec National Geographic Maps en langues anglaise (40 000), française (20 000) et espagnole (10 000), avec l'appui partiel de l'Allemagne et de l'Organisation Seabourn.

F. Indicateur de performance 6 : nombre de biens du patrimoine mondial où la contribution équilibrée des femmes et des hommes à la conservation est avérée

34. Le Centre du patrimoine mondial encourage la participation des femmes aux ateliers de formation, soit à titre de participantes soit à titre de formatrices/expertes. La publication et la présentation, en 2014, du rapport de l'UNESCO sur l'égalité des genres, le patrimoine et la créativité constitue un grand pas vers une approche équilibrée hommes-femmes dans la conservation du patrimoine mondial.
35. Le Programme d'éducation des jeunes au patrimoine mondial permet d'intégrer l'égalité hommes-femmes grâce au suivi en amont de la participation des genres. En 2014, les

forums de jeunes et activités de renforcement des capacités destinées aux jeunes ont mobilisé 141 jeunes dont **57,4 pour cent de femmes**.

36. Le Centre soutient également les activités encourageant la participation des femmes aux activités professionnelles de conservation du patrimoine au niveau local. Par exemple, les travaux de restauration de 2014 du palais Segundo Cabo de la vieille ville de La Havane ont été dirigés par une équipe de femmes du Bureau de l'Historien de La Havane. Un projet de la ville de Cuenca, en Équateur, suit la même approche visant à impliquer les femmes et les jeunes dans la transmission des techniques artisanales de conservation de l'architecture de terre.

IV. ACTIVITES ASSOCIEES AUX PRIORITES GLOBALES DE L'UNESCO

37. Le Centre du patrimoine mondial poursuit l'attention particulière portée aux deux priorités globales de l'UNESCO que sont **l'Afrique et l'Égalité des genres**, qui figurent dans la Stratégie à moyen terme de l'Organisation pour 2014-2021, établie lors de la 37e Conférence générale de l'UNESCO (document 37 C/4). L'essentiel des informations relatives à ces deux priorités globales a été communiqué dans le cadre des indicateurs de performance définis pour le programme et le budget approuvés 37/C5. Les informations suivantes sont donc complémentaires.
38. En 2014, **55 pour cent** de toutes les demandes d'assistance internationale approuvées par le Centre du patrimoine mondial ont concerné les États parties de la région africaine. Elles étaient destinées à un large éventail de projets couvrant le renforcement des capacités, la protection et la conservation, le renforcement de l'aptitude des États parties à soumettre des Listes indicatives et des propositions d'inscription à la Liste du patrimoine mondial. Le Centre du patrimoine mondial travaille également en étroite partenariat avec le Fonds pour le patrimoine mondial africain dans le cadre des activités de renforcement des capacités (voir paragraphe 15 ci-dessus).

V. SYNERGIES AVEC LES AUTRES CONVENTIONS

39. Le Centre a poursuivi les efforts de renforcement des synergies entre les six conventions culturelles à travers le Groupe de liaison des conventions culturelles (GLCC), concernant notamment les questions de méthodes de travail et des ressources pour les réunions statutaires. Les discussions ont également porté sur l'intégration de la préparation des réunions statutaires au sein de la nouvelle Unité des services communs aux conventions. Par ailleurs, suite à une déclaration commune des Présidents du Comité du patrimoine mondial, du Comité subsidiaire de la Convention de 1970 et de la Convention de 2003, à l'occasion de la 38e session du Comité, les synergies entre les conventions culturelles ont été renforcées par les Présidents et les secrétariats. Les activités communes ont notamment concerné la protection du patrimoine culturel syrien, irakien, libyen et les autres situations de crise. Suite aux décisions **37 COM 12.II** et **38 COM 5A**, les liens entre la Convention de La Haye de 1954 pour la protection des biens culturels en cas de conflit armé et la Convention du patrimoine mondial ont fait l'objet d'une discussion à l'occasion de la 9e réunion du Comité pour la protection des biens culturels en cas de conflit armé et des réunions organisées entre son Président et le Centre. Ce dernier et les Organisations consultatives ont également étudié la possibilité de réviser l'Annexe 5 des *Orientations* pour permettre aux Parties au deuxième protocole relatif à la Convention de 1954 de demander, si elles le souhaitent, l'inscription d'un bien sur la Liste des biens culturels

sous protection renforcée. Le résultat de cette étude de faisabilité est présenté dans le document WHC-15/39.COM/11 concernant la révision des *Orientations*.

40. Le Centre du patrimoine mondial a participé à la première réunion multi-parties d'experts sur l'élaboration d'options pour les synergies entre les accords environnementaux multilatéraux portant sur la biodiversité du 26 au 28 août 2014, à Interlaken (Suisse), afin d'améliorer l'efficacité et la coopération entre les conventions portant sur la biodiversité et de permettre aux États parties/États membres d'optimiser les processus, et économiser éventuellement des ressources. La réunion a répondu aux termes de la décision **37 COM 5A** en prenant en considération le développement d'orientations et d'outils intégrés pour faciliter le développement, la révision et la mise en œuvre des stratégies et plans d'action nationaux pour la biodiversité (SPANB) et des activités associées. Le compte rendu de la réunion peut être consulté sur le site : <http://www.cbd.int/doc/notifications/2014/ntf-2014-138-attachment-02-en.docx>. Une deuxième réunion est prévue en mai 2015.
41. Ainsi que l'a requis la 34e session du Comité du patrimoine mondial (Brasilia, 2010), une liste d'activités présentées selon les cinq objectifs stratégiques – Crédibilité, Conservation, Renforcement des capacités, Communication et Communautés – est présentée au point VI.

VI. RAPPORT SUR LES RESULTATS DES ACTIVITES ENTREPRISES PAR LE CENTRE DU PATRIMOINE MONDIAL POUR ATTEINDRE LES 5 C (COUVRANT LA PERIODE DE JUIN 2014 A MAI 2015)

Pour éviter toute duplication, les activités concernant la soumission de rapports périodiques ne figurent pas dans ce tableau. Consulter les documents pertinents, notamment WHC-15/39.COM/10A et WHC-15/39.COM/10B.

Abréviations : Afrique (AFR), Asie et Pacifique (APA), Amérique latine et Caraïbes (LAC), Europe et Amérique du Nord (EUR), États arabes (ARB), Mondial (GLO).

1C Activités pour rendre la Liste du patrimoine mondial plus représentative, équilibrée et crédible (Crédibilité)

RÉGION	ACTIVITÉS	DÉCISION	RÉSULTATS obtenus et <i>DIFFICULTÉS rencontrées</i>
GLO	Appui technique aux États parties dans le cadre de l'Inventaire rétrospectif : rédaction des Déclarations de valeur universelle exceptionnelle et clarifications des limites présentées à la 39e session du Comité du patrimoine mondial.	38 COM 8D 38 COM 8E	Adoption des Déclarations de valeur universelle exceptionnelle et clarifications des limites des biens.
GLO	Mise en œuvre de l'initiative thématique « Astronomie et patrimoine mondial » : réunion de travail sur le patrimoine technologique associé à l'exploration spatiale – événement associé à la 40e Assemblée scientifique du COSPAR (Moscou, Fédération de Russie, Août 2014) http://russianunesco.ru/eng/article/1299	Stratégie globale	Renforcement des capacités d'identification, de conservation et de gestion des sites scientifiques et technologiques par l'intermédiaire de points focaux nationaux et de l'échange d'expertise.
GLO	Développement d'un projet commun UICN-WHC sur l'application du concept de valeur universelle exceptionnelle aux aires marines non soumises aux juridictions nationales, pour inclure les 50 % restants d'aires marines de la planète actuellement non couvertes par la Convention du patrimoine mondial.	Stratégie globale 29 COM 5B 18 GA 8	Développement du plan d'action commun UICN-WHC pour la mise en œuvre du projet. Une réunion d'experts est prévue en 2015.
AFR	Aide pour la révision et la soumission de Listes indicatives : <ul style="list-style-type: none"> Trois ateliers de renforcement des capacités au Cap-Vert, à Djibouti et au Soudan du Sud, avec le Fonds pour le patrimoine mondial africain et l'assistance internationale du Fonds pour le patrimoine mondial (pour le Cap-Vert et Djibouti). 	Stratégie globale 38 COM 10B.2 38 COM 10B.1 34 COM 10A 35 COM 10C 38 COM 10B.1	Soumission de la Liste indicative de Djibouti. Préparation d'une liste de sites du patrimoine naturel à intégrer à la Liste indicative du Soudan du Sud. Actualisation de la Liste indicative du Cap-Vert avec davantage de sites du patrimoine naturel. <i>Faible sensibilisation à la Convention de 1972 et capacités nationales limitées pour utiliser les activités financées par l'Assistance internationale.</i>
APA	<ul style="list-style-type: none"> Révision et actualisation des Listes indicatives nationales de Mongolie. 		
LAC	<ul style="list-style-type: none"> Atelier sur la Liste indicative de l'Équateur (du 8 au 11 septembre 2014), à Quito (Équateur). 		
AFR	Assistance aux États parties lors du processus de propositions d'inscription (liste non exhaustive) : <ul style="list-style-type: none"> Organisation de deux ateliers de renforcement des capacités par le 	Stratégie globale	Meilleure compréhension du mécanisme et du calendrier de la proposition d'inscription, en impliquant les communautés locales

APA	<p>Fonds pour le patrimoine mondial africain au Botswana et au Burkina Faso.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Attribution d'une assistance internationale du Fonds pour le patrimoine mondial pour la préparation d'un dossier de proposition d'inscription pour le Sultanat des Comores et la préparation d'un dossier de proposition d'inscription des sites de génocide rwandais. • Appui consultatif pour la révision du dossier de proposition d'inscription zambien pour le paysage culturel barotse en collaboration avec les Organisations consultatives et la Convention de RAMSAR. • Assistance internationale accordée au Burkina Faso pour préparer le dossier de proposition d'inscription pour les anciens sites métallurgiques du fer de Boose et Bwi (Ronguin, Tiwega, Yamane, Kindbo, Bekuy, Douroula). • Ateliers concernant le dossier de proposition d'inscription de Mbanza-Kongo de l'Angola. • Assistance technique et préparatoire du Bénin dans le cadre de l'accord de coopération France-UNESCO pour préparer le dossier de proposition d'inscription de la route des esclaves. • Assistance technique et préparatoire proposée par l'école française d'architecture de Lille à l'ONG civile comorienne « Collectif pour le Patrimoine des Comores » pour le site « Sultanat des Comores », dans le cadre de la coopération France-UNESCO. 	<p>38 COM 10B.2</p>	<p>Missions techniques de CRAterre (Centre international de la construction en terre) pour revoir les projets d'inscription, préparer les mécanismes de gestion et délimiter les biens et les zones tampons.</p> <p>Étude sur le terrain et préparation de la documentation, de l'inventaire culturel et de la cartographie du site du « Sultanat des Comores ».</p>
	<ul style="list-style-type: none"> • Réunion d'experts sur l'inscription en série des sites d'art rupestre en Asie Centrale au patrimoine mondial, les 22 et 23 janvier 2015 à Bichkek (Kirghizistan), pour discuter de la préparation de l'inscription en série de l'art rupestre en Asie centrale (Kazakhstan, Kirghizistan, Tadjikistan, Turkménistan et Ouzbékistan). • « Atelier sous-régional sur la stratégie et les orientations pour l'inscription des Routes de la Soie en Asie du Sud », pour discuter de l'inscription transnationale et en série éventuelle du réseau d'itinéraires culturels des Routes de la Soie en Asie du Sud à la Liste du patrimoine mondial, les 23 et 24 septembre 2014, à Katmandou (Népal). • Mise en place d'un comité de coordination népalais sur les Routes de la soie pour superviser les activités nationales liées aux Routes de la soie, dont l'exploration des routes postales-hulaki marg entre Katmandou et l'ouest du Népal. 	<p>38 COM 10B.1</p> <p>Processus eu amont</p> <p>37 COM 9</p>	<p>Préparation du projet de proposition et du plan de travail et accord.</p> <p>Préparation de la stratégie et des orientations pour l'inscription transnationale et en série des Routes de la Soie en Asie du Sud sur la Liste du patrimoine mondial et du Plan d'action calé sur le délai de soumission du 1^e février 2018 pour le(s) premier(s) couloir(s) patrimonial/aux transnational/aux prioritaire(s) d'Asie du Sud et accord.</p> <p>Réunions consultatives nationales dans les villes ou districts clés le long du/des couloir(s) patrimonial/aux népalais identifié(s) fin 2014-début 2015. Préparation de l'inventaire et documentation du/des couloir(s) népalais prioritaire(s) identifié(s) au moyen d'une étude de terrain. Réflexion sur l'actualisation de la législation nationale existante sur le patrimoine, ou Ancient Monument Preservation Act 2013 (1956).</p>

APA	<ul style="list-style-type: none"> • Poursuite du projet d'assistance préparatoire pour la préparation des propositions d'inscription des Routes de la soie d'Asie du Sud et l'actualisation des Listes indicatives nationales des Routes de la Soie, financé par le Fonds-en-dépôt coréen (assistance accordée au Bhoutan, à l'Inde et au Népal). • Poursuite du projet d'assistance préparatoire pour la proposition d'inscription en série des mosquées de pierre de corail (Male Hukuru Miskiy) (Maldives) et des paysages terrestres et maritimes protégés de Batanes (Philippines), financé par le Fonds-en-dépôt coréen. • Assistance préparatoire pour la finalisation d'un plan de gestion des anciennes capitales du Royaume des Tonga (Tonga) (Fonds-en-dépôt néerlandais) (programme des petits États insulaires en développement). • Assistance préparatoire pour les Centres cérémoniels Nan Madol de Micronésie orientale (Fonds-en-dépôt japonais) (programme des petits États insulaires en développement). • Préparation du document de proposition d'inscription pour le bien transfrontalier de Chelchol Ra Orrak, Wet El Daob Me A Wet El Beluu et pour la Banque de monnaie de pierre de Mangyol (Palaos). • Préparation du document de proposition d'inscription pour le site et les monuments archéologiques de Bagan (Myanmar). 	<p>37 COM 9</p> <p>Processus eu amont</p> <p>34 COM 12</p> <p>38 COM 9A</p> <p>Stratégie globale</p> <p>38 COM 8C</p> <p>34 COM 10A</p> <p>35 COM 10C</p> <p>38 COM 10B.1</p>	<p>Atelier/réunion(s) nationaux jusqu'en 2016.</p> <p>Mission consultative de l'ICOMOS aux Maldives en août 2014. Mission consultative de l'ICOMOS et de l'UICN à Batanes (Philippines) en décembre 2014.</p> <p>Implication des communautés locales.</p> <p>Achèvement et soumission des dossiers de propositions d'inscription.</p>
ARB	<ul style="list-style-type: none"> • Atelier technique sur la proposition d'inscription de Casablanca en avril et les 25 et 26 juin 2014. • Atelier technique sur la proposition d'inscription des châteaux d'eau Abraj Al Kuwait (Kuwait Towers), du 18 au 22 septembre 2014 (première proposition d'inscription de l'État partie); atelier de suivi prévu en mai 2015. • Appui technique pour la proposition d'inscription d'Al Salt (Jordanie). • Appui technique pour la proposition d'inscription de sites naturels du Qatar. • Atelier technique sur la proposition d'inscription de la cité ancienne de Qalhat, Mascate, (Oman), le 2 mars 2015. • Appui technique pour la proposition d'inscription des dessins rupestres de la région de Hail (Arabie saoudite). 	<p>34 COM 10A</p> <p>35 COM 10C.3</p>	<p>Clarification des éléments nécessaires à la préparation d'un dossier de proposition d'inscription (définition de la valeur universelle exceptionnelle éventuelle par exemple) pour les équipes travaillant sur les propositions d'inscription dans les États parties.</p> <p><i>Les sites transfrontaliers et plus complexes peuvent nécessiter davantage de coordination.</i></p>
LAC	<ul style="list-style-type: none"> • Appui proposé à la Jamaïque, au Mexique et à l'Uruguay pour les propositions d'inscription soumises à l'occasion de la 39e session du Comité du patrimoine mondial. • Appui proposé à Antigua-et-Barbuda et au Panama pour les propositions d'inscription soumises à l'occasion de la 40e session du Comité du patrimoine mondial en 2016. 	<p>Stratégie globale</p> <p>Processus en amont</p> <p>38 COM 8C</p>	<p>Identification de nouveaux sites et harmonisation régionale des Listes indicatives.</p>

	<ul style="list-style-type: none"> Assistance préparatoire au processus amont de la Grenade et de Saint-Vincent-et-les-Grenadines. 	31 COM 12B 37 COM/INF.8B3 35 COM 12C	
EUR	Projet pilote en amont « Patrimoine naturel et culturel de la région d'Ohrid » (Albanie et ex-République yougoslave de Macédoine) doté d'un fonds de 2,4 millions de dollars EU (co-financement UE et national de 10 % par l'Albanie) pour 3 ans.	Processus en amont 35 COM 12	Premier atelier de lancement en septembre 2014. Ateliers sur la gestion prévisionnelle prévus au printemps 2015.
EUR	Projet commun UICN-WHC sur les sites marins potentiels de la région arctique prévu pour avril 2015 avec le soutien de la Fondation Prince Albert II de Monaco (via l'UICN).		

2C Activités pour assurer la conservation effective des biens du patrimoine mondial (Conservation)

RÉGION	ACTIVITÉS	DÉCISION	RÉSULTATS obtenus et <i>DIFFICULTÉS rencontrées</i>
GLO	Activités du Groupe de pilotage sur le patrimoine d'intérêt religieux concernant notamment la stratégie de mise en œuvre, la proposition de collecte de fonds, le document thématique sur la gestion, les consultations thématiques régionales, le module de renforcement des capacités.	35 COM 5A 36 COM 5A.1 37 COM 5A	Définition de directions et d'activités stratégiques prioritaires. Développement de documents de réflexion et du module de renforcement des capacités. Mise en place d'un système de recherche par mots-clés. http://whc.unesco.org/en/religious-sacred-heritage/
GLO	Appui et facilitation pour le dossier de candidature d'Aire marine particulièrement sensible (AMPS) du Parc national du Banc d'Arguin (Mauritanie) et du Parc naturel des récifs de Tubbataha (Philippines).	31 COM 7B 38 COM 7B.62	Étude de faisabilité d'AMPS pour faciliter l'obtention du statut d'AMPS auprès de l'Organisation maritime internationale (OMI). Préparation d'un document d'information sur le Parc national du Banc d'Arguin. Soumission à l'OMI d'un document d'information sur le Parc naturel des récifs de Tubbataha.
AFR	Activités de conservation menées à bien dans toutes les régions (liste non exhaustive) : <ul style="list-style-type: none"> Actualisation des plans de gestion pour les ruines de Kilwa Kisiwani et Songo Mnara (République unie de Tanzanie), le musée de Robben Island (Afrique du Sud), les Parcs nationaux des Virunga et de Kahuzi Biega (République démocratique du Congo), la basse vallée de l'Omo (Éthiopie), l'Île Kunta Kinteh et les sites associés (Gambie). Actualisation des plans de gestion pour les palais royaux d'Abomey (Bénin), la vieille ville de Lamu (Kenya), l'île de Gorée (Sénégal), l'atoll d'Aldabra (Seychelles), Koutammakou, le pays des Batammariba (Togo). Re-délimitation et revue de la Stratégie de réduction de la pression exercée par le pacage sur le Parc national du Simien (Éthiopie) par le 	Stratégie globale 38 COM 7A.27 27 COM 7B.34 37 COM 7A.9 38 COM 7B.48 37 COM 7B.36 27 COM 8C.34 36 COM 7B.40 38 COM 7B.49 35 COM 7B.42 38 COM 7A.43	<u>Résultats communs à toutes les régions :</u> Amélioration de l'intégrité et de l'état de conservation des biens du patrimoine mondial, sauvegarde des monuments et structures. Renforcement des méthodes de conservation et de gestion. Renforcement des capacités et appui des institutions locales et nationales dans leurs efforts de conservation et de gestion du patrimoine. <u>Résultats et difficultés propres aux projets :</u> Extension du parc de 136 à 412 km ² et réduction des zones habitées et

<p>APA</p> <p>ARB</p>	<p>Centre du patrimoine mondial, l'Ethiopian Wildlife Conservation Authority et l'African Wildlife Foundation, avec le Fonds-en-dépôt néerlandais.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Renforcement de la fondation de la Stèle III d'Axoum et étude des raisons de la hausse du niveau d'eau dans la tombe aux arches de briques. • Assistance technique pour la restauration de l'ancien palais de justice de Grand-Bassam et évaluation de l'état de conservation des principaux bâtiments de la ville historique de Grand-Bassam (Côte d'Ivoire) dans le cadre de l'accord de coopération France-UNESCO. • Assistance technique pour répondre à la situation d'urgence consécutive à l'incendie du palais royal d'Abomey dans le cadre de l'accord de coopération France-UNESCO. • Dans le cadre du programme de Conservation de la biodiversité en zones de conflit armé du Centre du patrimoine mondial, protection des sites du patrimoine mondial de République démocratique du Congo (RDC), développement d'un projet-pilote dans la réserve de faune à okapis s'appuyant sur la gestion communautaire durable et de la conservation pour promouvoir la paix et la stabilisation. • Mission consultative pour la gestion du paysage culturel de Bali, décembre 2014 (Indonésie). • Mise en place d'un système de suivi pour le micro-environnement de la tombe de Susan-ri en République populaire démocratique de Corée, décembre 2014. • Aide à la mise en place d'un système de gestion favorisant la conservation durable des ressources marines à Rennell Est (Îles Salomon). • Conseil technique auprès de la Direction du patrimoine, ministère de la Culture, Maroc, sur la conservation des ensembles urbains inscrits sur la Liste du patrimoine mondial, à Rabat, en février 2015, pour huit des neuf sites de patrimoine mondial des ensembles urbains du pays. • Études techniques pour l'atténuation des risques et la consolidation d'urgence des roches du Siq de Pétra (Jordanie). • Études de restauration et travaux à la citadelle d'Erbil (Irak). • Mise en œuvre du projet de régénération urbaine du Caire historique, intégrant une composante de renforcement des capacités sur l'évaluation des dommages et les enquêtes sur le terrain. 	<p>37 COM 7A.10 37 COM 7B.38</p> <p>38 COM 7A.42</p> <p>28 COM 14B</p> <p>29 COM 5B</p> <p>38 COM 7A.29</p> <p>37 COM 7B.50</p> <p>38 COM 8B.20</p> <p>37 COM 7B.49</p>	<p>cultivées. Développement d'une approche progressive pour la définition des zones de pacage, la réhabilitation des zones dégradées et la réduction du pacage.</p> <p>Identification d'un expert.</p> <p>Développement d'un plan d'action, identification d'experts et organisation de la mission d'assistance technique.</p> <p>Réunion entre la ville d'Albi et la ville d'Abomey pour assurer une approche intégrée des acteurs internationaux impliqués dans la conservation du site.</p> <p>Affectation, en août 2014, de 550 000 dollars EU, gérés par le bureau de l'UNESCO de Kinshasa, à la réserve de faune à okapis par le Fonds des Nations unies pour la consolidation de la paix du Bureau d'appui à la consolidation de la paix (PBSO).</p> <p>Intégration d'un élément de formation à l'activité de conservation : formation de 10 experts nationaux de République populaire démocratique de Corée.</p> <p>Installation d'un système de suivi dans le Siq de Pétra.</p> <p>Limitation des études de conservation à Erbil du fait <i>de la situation sécuritaire de la région.</i></p> <p>Fin des études multidisciplinaires approfondies de la première phase du projet. <i>Le bien est un cas très complexe. Une forte implication</i></p>
-----------------------	---	--	--

LAC	<ul style="list-style-type: none"> • Mission d'appui technique WHC-UICN au réseau du récif de la barrière du Belize pour supprimer la gestion spatiale de l'écosystème, janvier 2015. • Appui des autorités nationales de Bolivie, du Chili, du Salvador, du Honduras et du Paraguay pour préparer des demandes d'assistance internationale pour les urgences, la conservation et la gestion. • Mission d'appui technique pour le Parc national historique – Citadelle, Sans Souci, Ramiers (Haïti), février 2015. • Mission d'appui technique pour le Centre historique de Santa Ana de los Ríos de Cuenca (Équateur), août 2014. • Finalisation du projet de restauration du « Palacio del Segundo Cabo », 4 novembre 2014, La Havane (Cuba). • Développement d'un plan de gestion pour le monastère San Francisco de Quito (Équateur). 	<p>38 COM 7A.31</p> <p>38 COM 8C</p> <p>38 COM 7A</p> <p>38 COM 7B</p> <p>38 COM 8B</p> <p>38 COM 11</p> <p>37 COM 7B.97</p>	<p><i>institutionnelle est indispensable pour une deuxième phase. Il va falloir passer de l'évaluation des dommages à des mesures de conservation.</i></p> <p>Accord avec l'État partie, préparation de l'état de conservation souhaité et mise en œuvre de mesures pour le retrait de biens de la Liste du patrimoine mondial en péril http://whc.unesco.org/en/news/1222/</p> <p>Réutilisation comme Centre d'interprétation pour l'échange culturel entre Cuba et l'Europe.</p> <p>Définition d'une stratégie de planification durable.</p>
AFR	Développement d'un plan d'action quinquennal pour la gestion et la valorisation de l'île Saint-Louis (Sénégal).		Le plan d'action a permis aux principaux acteurs de se réunir et d'intégrer les actions actuelles et futures de conservation du site.
AFR	Projet de développement du tourisme durable sur le site du patrimoine mondial de Lalibela (Éthiopie).	36 COM 7B.42	Orientations et remarques du point focal du tourisme durable du WHC. Revue de la proposition de l'Organisation consultative.
AFR	Formation pratique et ateliers de terrain dans le cadre du projet de test des guides de gestion des destinations sur quatre sites naturels africains, entre janvier et mai 2015, financés par le gouvernement des Flandres (Belgique) pour renforcer l'implication des acteurs dans la planification, le développement et la gestion du tourisme durable.	36 COM 5E	Développement de stratégies de tourisme durable pour 4 sites : Mosi-oa-Tunya/chutes Victoria (Zambie/Zimbabwe), parc Maloti-Drakensberg (Afrique du Sud/Lesotho), parc national du lac Malawi (Malawi), zone de conservation de Ngorongoro (Tanzanie) à partir des outils développés par l'UNESCO. Réunion d'acteurs dans les domaines du tourisme, de la conservation et de la planification dans 8 ateliers. <i>La principale difficulté a porté sur l'identification et la réunion des acteurs pertinents.</i>
AFR	Fonds d'assistance d'urgence de 75 000 dollars EU du WHF pour l'autorité de gestion de la zone protégée de la République démocratique du Congo (Institut Congolais pour la Conservation de la nature) afin de lutter contre le braconnage dans le parc national de la Garamba.	38 COM 7A.39	Construction de routes, de ponts et de pistes aériennes et établissement de nouvelles bases d'opérations anti-braconnage.
AFR	Atelier et études dans le cadre du <i>Mandat d'évaluation environnementale et sociale stratégique des projets de développement autour de la Réserve de faune sauvage du Dja (Cameroun).</i>	36 COM 7B.1	Renforcement de la gestion durable et de la conservation.

AFR	Dernière phase des travaux de reconstruction des mausolées de Tombouctou lancés en février 2015 dans le cadre du <i>Plan d'action de réhabilitation du patrimoine culturel et de sauvegarde des manuscrits anciens du Mali</i> , adopté en fév. 2013.	38 COM 7A.24	12 mausolées auront été entièrement reconstruits par des maçons autochtones en juillet 2015.
APA	Atelier international sur le développement durable du paysage culturel des rizières en terrasse des Hani de Honghe en octobre 2014, dans la Province du Yunnan (Chine).	37 COM 8B.24	Partage des recommandations de conservation du site avec les biens de la région confrontés aux mêmes difficultés.
APA	Réunion de travail dans le cadre de la préparation du projet de phase V de Bamiyan avec le Fonds-en-dépôt japonais, en juillet 2014, à l'UNESCO (Paris) et mission consultative de revue technique internationale de l'ICOMOS à Bamiyan (Afghanistan), en mai-juin 2014.	38 COM 7A.15	Évaluation des interventions importantes de l'ICOMOS Allemagne au niveau de la niche du bouddha oriental par une mission consultative et recommandation d'une évaluation de l'éthique de conservation et de la faisabilité technique de la reconstruction par un symposium international.
APA	Réunion du Comité directeur international du projet UNESCO/Fonds-en-dépôt japonais Lumbini 2015, en janvier 2015, à Lumbini (Népal).	38 COM 7B.18	Poursuite du projet de conservation et de gestion de Lumbini du Fonds-en-dépôt japonais : adoption d'un plan de mise en œuvre des activités du projet pour les 12 prochains mois.
ARB	Réunion de réflexion sur la conservation du patrimoine culturel et le développement d'une Charte de conservation du patrimoine urbain dans les États arabes, en novembre 2014, à Bahreïn.		Recommandations aux responsables politiques concernant notamment l'élaboration d'une charte de conservation du patrimoine urbain dans la région arabe. <i>La difficulté consiste à ne pas se focaliser uniquement sur les situations de conflit et post-conflits.</i>
ARB	Activités de suivi, d'évaluation et de renforcement des capacités sur le patrimoine culturel syrien dans le cadre du projet de sauvegarde d'urgence du patrimoine culturel syrien.	38 COM 7A.12	Création d'un observatoire pour recenser toutes les actions menées à bien par des acteurs nationaux et internationaux (inventaires, suivi). Mesures d'urgence pour les sites critiques (Crac des Chevaliers et ancienne ville de Damas).
EUR	Dernière réunion du deuxième cycle de rapports périodiques en Europe, en novembre 2014.		Préparation du premier projet de plan d'action d'Helsinki.
EUR	Conférences visant à promouvoir les meilleures pratiques de conservation : <ul style="list-style-type: none"> Atelier régional sur la protection du patrimoine mondial : gestion des risques de catastrophes et planification du tourisme durable en Europe du Sud-Est, à Sofia (Bulgarie), en novembre 2014. Conférence sur le patrimoine mondial et le développement durable dans les pays du partenariat oriental, en Géorgie, en septembre 2014. 		Formation à la gestion des risques de catastrophes et présentation de la planification du tourisme durable à 40 gestionnaires de sites et points focaux d'Europe du Sud-est.
EUR	Développement d'un projet de services consultatifs techniques sur le patrimoine mondial dans le cadre du troisième projet de développement régional (Banque mondiale).		Mise en œuvre du plan d'action relatif aux rapports périodiques axé sur la protection du patrimoine, la gestion des villes et des paysages.
3C Activités pour encourager la mise en place de mesures efficaces de renforcement des capacités (Renforcement des Capacités)			
RÉGION	ACTIVITÉS	DÉCISION	RÉSULTATS obtenus et DIFFICULTÉS rencontrées

GLO	Maintien et renforcement de la communauté de gestionnaires de sites marins du patrimoine mondial au moyen de réunions régionales, de la plateforme internet et des lettres d'informations électroniques bimensuelles et coordination de l'accès des gestionnaires de sites marins du patrimoine mondial au Congrès mondial des parcs 2014 de l'UICN. Accord officiel de coopération entre le parc national du Banc d'Arguin (Mauritanie) et la mer des Wadden (Danemark, Allemagne, Pays-Bas).	29 COM 5B 37 COM 5E 33 COM 8B.4 33 COM 7B.11	Participation d'environ 20 gestionnaires de sites marins du patrimoine mondial au Congrès mondial des parcs 2014 de l'UICN, dominé par les thèmes marin et du patrimoine mondial. Mise en place et maintien d'une communauté des gestionnaires de sites marins du patrimoine mondial partageant les meilleures pratiques de gestion. Développement d'un plan d'action concernant le partage de la capacité de gestion.
GLO	Renforcement des capacités des gestionnaires de sites marins du patrimoine mondial dans l'océan Pacifique concernant la gestion de la conformité avec l'appui de l'accord de coopération France-UNESCO.	29 COM 5B	Meilleure compréhension de la gestion de conformité parmi les 10 gestionnaires de sites marins du patrimoine mondial et les représentants des 13 comités de gestion locale des lagons de Nouvelle-Calédonie. Révision du plan de gestion du parc naturel des récifs de Tubbataha (Philippines).
GLO	Achèvement du premier guide de bonnes pratiques pour les sites marins du patrimoine mondial présentant 40 sites.	29 COM 5B	Disponible en avril 2015, le guide sera publié en anglais, français et espagnol.
AFR	Organisation de deux ateliers de préparation aux risques de catastrophes par le Fonds pour le patrimoine mondial africain au Mozambique et au Cap-Vert pour les gestionnaires de sites et représentants des communautés des pays africains lusophones.	38 COM 10B.2	Formation de 27 gestionnaires de sites et représentants des communautés locales à l'occasion de ces deux ateliers qui ont regroupé des participants de 7 sites du patrimoine mondial.
AFR	Mise en œuvre du programme de conservation de la biodiversité en zones de conflit armé du Centre du patrimoine mondial.	38 COM 7A.37-42	Revue de la mise en œuvre de la Déclaration de Kinshasa (janvier 2011). Résultat attendu : progrès vers le retrait d'au moins un bien de la Liste du patrimoine mondial en péril à moyen terme.
AFR	Programme des Villes du patrimoine mondial : contribution à un atelier concernant l'application de la stratégie du paysage urbain historique à Cidade Velha, en avril 2014, au Cap-Vert.		Participation de 60 acteurs et gestionnaires de sites. Formulation de recommandations pour améliorer la gestion de Cidade Velha en suivant la stratégie du paysage urbain historique. <i>Toute la difficulté consistera à évaluer l'efficacité de la stratégie du paysage urbain historique.</i>
APA	Renforcement des capacités dans le cadre des projets du Fonds-en-dépôt japonais pour la sauvegarde de Lumbini (Népal) et de Bamiyan (Afghanistan).	38 COM 7A.15 38 COM 7B.18	Formation à la conservation et à la gestion des sites de 20 experts du patrimoine national culturel népalais et afghans.
APA	Conférences de renforcement des capacités : <ul style="list-style-type: none"> Atelier sur l'inventaire national et les routes de la soie au Bhoutan, août 2014, Thimphu (Bhoutan) ; Forum et concours internationaux sur les paysages culturels, leur interprétation et la manière de renforcer la sauvegarde des paysages culturels, août 2014, Paro et Thimphu (Bhoutan) ; 2e session de la formation internationale à l'évaluation d'impact sur le patrimoine, Dujiangyan, province du Sichuan (Chine), en octobre 2014 ; Symposium international sur les paysages urbains historiques, en 	37 COM 9 38 COM 10B.1 38 COM 6 38 COM 10B.1	Participation de 10 experts/employés du patrimoine national du ministère de la Culture, du ministère de l'Intérieur et des Affaires culturelles. Participation au concours de quatre équipes internationales : université de Tokyo (Japon), University College of London (Royaume-Uni) et deux équipes de l'université de Chulalongkorn (Thaïlande). Le Forum des paysages culturels du Bhoutan a réuni 200 participants. Formation de 13 participants de 10 pays. Six experts des Organisations consultatives sur le patrimoine mondial, des instituts de catégorie 2 sur le patrimoine mondial. Mise en place du comité scientifique sur les paysages urbains historiques.

	décembre 2014, université de Tongji, à Shanghai.		
APA	Atelier de formation en médias/communication sur le patrimoine mondial asiatique, octobre 2014, Gyeongju, République de Corée. Atelier de formation en médias/communication sur le patrimoine mondial national, février 2015, Fujian (Chine), en lien avec le projet apprentissage écologique UNESCO-Panasonic.		Plateforme d'échange et de mise en réseau pour les jeunes, les éducateurs et les organisations impliqués dans la protection du patrimoine et la sensibilisation des communautés.
ARB	Développement d'analyses comparatives mondiales pour les spécialistes du patrimoine naturel, février 2015, Bahreïn.		Formation de 12 professionnels du patrimoine naturel de plusieurs pays arabes à la préparation de dossiers de propositions d'inscription de sites naturels dans la région arabe.
ARB	Atelier de formation <i>Premier secours pour le patrimoine culturel bâti en Syrie dans le cadre du projet de sauvegarde d'urgence du patrimoine culturel syrien</i> , mis en œuvre par l'UNESCO Beyrouth, l'ICCROM, l'ATHAR et le Centre régional arabe du patrimoine mondial, novembre 2014.	38 COM 7A.12	Programme de trois semaines destiné aux fonctionnaires et aux ONG qui travaillent sur le patrimoine culturel syrien.
EUR	Séminaire et atelier du programme des Villes du patrimoine mondial : « New Frontiers in Urban Conservation: The Challenge of the UNESCO Recommendations on the Historic Urban Landscape » (nouvelles frontières en matière de conservation urbaine : le défi des recommandations de l'UNESCO sur le paysage urbain historique), novembre 2014, Ferrare, Italie, et « University Town Network, a European programme to apply UNESCO Historic Urban Landscape Principles to University Cities » (réseau de villes universitaires, un programme européen pour appliquer la stratégie du paysage urbain historique aux villes universitaires), décembre 2014, Ferrare, Italie.		Perspective universitaire sur l'application des recommandations concernant le paysage urbain historique dans le domaine de la conservation urbaine et confirmation de l'intérêt des membres Unitown pour une participation à la conservation urbaine.
LAC	Réunions de renforcement des capacités aux niveaux régional et national : <ul style="list-style-type: none"> • Premier atelier sur le patrimoine militaire, novembre 2014, La Havane (Cuba) ; • Première réunion internationale sur le patrimoine moderne d'Amérique latine, décembre 2014, Guadalajara (Mexique) ; • Séminaire national des gestionnaires des sites du patrimoine mondial, novembre 2014, Buenos Aires (Argentine) ; • Atelier sur la gestion et la planification du paysage urbain historique de la ville de Puebla, février 2015, Puebla (Mexique). 		Réflexion sur la conservation, la protection et la réhabilitation du patrimoine militaire cubain et caribéen et du patrimoine moderne. Amélioration de la méthodologie de gestion.
4C. Activités pour développer la sensibilisation du public, la participation et le soutien au patrimoine mondial par la communication (Communication)			
RÉGION	ACTIVITÉS	DÉCISION	RÉSULTATS obtenus et DIFFICULTÉS rencontrées

GLO	Traduction des <i>Manuels de référence sur le patrimoine mondial</i> en collaboration avec les Organisations consultatives, soutenue par le gouvernement suisse, la Fédération de Russie et l'Institut National du Patrimoine Artistique et Historique (IPHAN) du Brésil. (Voir document WHC-15/39.COM/6 pour en savoir plus).	37 COM 6	Les manuels sont tous disponibles sur internet sur le lien suivant : http://whc.unesco.org/en/resourcemanuals/ <i>La difficulté sera liée à l'importance de la collecte de fonds.</i>
GLO	<ul style="list-style-type: none"> Publication de quatre numéros de la revue trimestrielle Patrimoine mondial (numéros 71 : <i>Tourisme durable</i>, 72 : <i>Patrimoine mondial au Qatar</i>, 73 : <i>Notre planète protégée</i> et 74 : <i>Encourager la résilience</i> en anglais, français et espagnol. Lancement d'une application. Publication d'une lettre d'information électronique sur le patrimoine mondial en mai et novembre 2014 et en février 2015 (anglais et français). Plus de 100 000 abonnés inscrits sur le site internet du Centre du patrimoine mondial. 	<i>Orientations</i> Chapitre IX.C	<i>La viabilité financière et la durabilité de la revue restent incertaines.</i> Envoi de la lettre d'information électronique à 20 000 abonnés du site internet du Centre du patrimoine mondial (15 000 en anglais, 5 000 en français).
GLO	Publication de quatre cahiers du patrimoine mondial : <ul style="list-style-type: none"> n°37 (mai 2014) Adaptation des sites du patrimoine mondial face au changement climatique – un guide pratique ; n°38 (août 2014) Safeguarding Precious Resources for Island Communities ; n°39 (novembre 2014) Human Origin Sites and the World Heritage Convention in Asia ; n°40 (novembre 2014) Engager les communautés locales dans la gérance du patrimoine mondial. 	<i>Orientations</i> Chapitre IX.C	Visibilité des problèmes stratégiques du patrimoine mondial et partage des connaissances techniques avec les acteurs concernés. <i>Des ressources extrabudgétaires doivent être identifiées pour produire les Cahiers.</i>
GLO	<ul style="list-style-type: none"> Publication de 70 000 exemplaires de la carte du patrimoine mondial 2014-2015 en collaboration avec National Geographic Maps en langue anglaise (40 000), française (20 000) et espagnole (10 000), avec l'appui partiel de l'Allemagne et de Seabourn. Publication de la quatrième édition de l'ouvrage « Le patrimoine mondial de l'UNESCO » avec Harper Collins, à paraître en avril 2015. Nouvelle application pour plusieurs plateformes. (Version française publiée par Ouest-France en janvier 2015.) 	<i>Orientations</i> Chapitre IX.C	Meilleure connaissance des sites du patrimoine mondial, du besoin de préservation et de la Convention du patrimoine mondial. Renforcement de la visibilité du patrimoine mondial et du besoin de préservation. <i>Les difficultés concernent la viabilité financière et la durabilité.</i>
GLO	<ul style="list-style-type: none"> Forum de jeunes sur le patrimoine mondial du Qatar parallèlement à la 38e session du Comité du patrimoine mondial, juin 2014, à Doha (Qatar) ; Sixième Forum des jeunes ibéro-américains sur le lien entre patrimoine et cohésion sociale, juillet 2014, Tolède (Espagne) ; Premier Forum de jeunes sur le patrimoine au Paraguay, novembre 2014, Missions jésuites guarani de la Santísima Trinidad de Paraná et Jesús de Tavarangué, département d'Itapúa (Paraguay). 		Sensibilisation et implication des jeunes sur des problématiques liées à la mise en œuvre de la Convention du patrimoine mondial. Présentation du patrimoine à des élèves du secondaire et de l'importance de leur rôle dans sa conservation, en reconnaissant la place du patrimoine dans l'identité et le développement.

AFR	Dans le cadre du Programme Africa Nature, publication du cahier du patrimoine mondial n°27 ¹ <i>Adaptation des sites du patrimoine mondial face au changement climatique : un guide pratique avec des études de cas d'Afrique, d'Amérique latine-Caraïbes et d'Asie-Pacifique.</i>	38 COM 10B.2	Publication sur le site internet du WHC en anglais et en français. Impression de quelques exemplaires.
AFR	Aide à la promotion de la visibilité de Cidade Velha, site du patrimoine mondial du centre historique de Ribeira Grande (Cap-Vert) et de l'esprit d'entreprise à Ribeira Grande.	33 COM 8B.10	Amélioration de la visibilité et des liens avec les communautés locales.
APA	Publication en août 2014, à Almaty (Kazakhstan) d'un rapport technique de 112 pages « Central Asian Serial Nominations - Central Asian Silk Roads » (propositions d'inscription en série en Asie centrale - routes de la soie d'Asie centrale), par l'UNESCO et l'ICOMOS Kazakhstan.	37 COM 9 38 COM 10B.1	Publication axée sur le travail accompli depuis 2005 pour la proposition d'inscription transnationale et en série au patrimoine mondial.
EUR	Vidéo sur le deuxième cycle de rapports périodiques avec les points focaux européens.		Préparation de trois courtes vidéos sur les réalisations du deuxième cycle de rapports périodiques.
EUR	Septième édition de la campagne de Volontaires du patrimoine mondial en 2014 : Action pour la durabilité, Allemagne, novembre 2014. Premières étapes de mise en place d'une structure de coordination régionale pour l'Europe en 2014 et l'Asie à partir de 2015.		Bonne visibilité dans les médias locaux et nationaux. Synergies permettant à plusieurs acteurs de travailler ensemble sur des programmes pour la jeunesse sur le patrimoine. Activité rentable en termes de volume de projets et d'utilisation des fonds.
ARB	Nombreuses déclarations de l'UNESCO (communiqués de presse, interventions dans les médias, etc.) dans les principaux médias nationaux et internationaux (magazines, programmes télévisés, etc.) sur les menaces et dommages touchant le patrimoine mondial dans les zones de conflit.		Sensibilisation des responsables politiques, notamment au niveau régional.
LAC	Présentation du rapport sur l'égalité des genres, le patrimoine et la créativité (les 20 et 21 novembre 2014), à Buenos Aires (Argentine).		Renforcement de la communication et de la diffusion de l'information sur les problèmes liés au patrimoine et à la Convention du patrimoine mondial.

¹ NdT : il s'agirait plutôt du numéro 37.

5C. Activités pour développer la sensibilisation et renforcer la participation des communautés locales (Communautés)			
RÉGION	ACTIVITÉS	DÉCISION	RÉSULTATS obtenus / DIFFICULTÉS rencontrées
AFR	<ul style="list-style-type: none"> • Études de cas sur la documentation des systèmes traditionnels de gestion dans cinq sous-régions africaines. Préparation des résultats par le Fonds pour le patrimoine mondial africain. • Organisation d'un atelier sur les systèmes traditionnels de gestion par l'UNESCO et le Fonds pour le patrimoine mondial africain à Harare (Zimbabwe). • Organisation de deux ateliers de formation sur l'esprit d'entreprise et les plans stratégiques et d'un atelier sur le terrain en partenariat avec le Fonds pour le patrimoine mondial africain. 	<p>38 COM 10B.2</p> <p>35 COM 9B</p>	<p>Documentation bientôt disponible.</p> <p>20 participants à l'atelier.</p> <p>Formation de 26 gestionnaires de sites et représentants des communautés locales. Développement de plans d'activités pour les biens suivants du patrimoine mondial : Cidade Velha (Cap-Vert) ; Lopé-Okanda (Gabon) ; forêts humides de l'Atsinanana (Madagascar) ; villes anciennes de Djenné (Mali) ; delta du Saloum (Sénégal) ; Koutammakou, le pays des Batammariba (Togo) ; Tsodilo (Botswana) ; chutes Victoria (Zambie/Zimbabwe) ; vallée de Mai (Seychelles) ; vieille ville de Lamu (Kenya) ; parc Drakensberg (Afrique du Sud) ; ruines de Kilwa Kisiwani et Songo Mnara (République unie de Tanzanie) ; paysage culturel de Sukur (Nigeria) et château de Cape Coast (Ghana).</p>
AFR	Organisation de trois ateliers de formation sur trois sites africains du patrimoine mondial (trinational de la Sangha, forêt impénétrable de Bwindi et parc Maloti-Drakensberg) concernant l'implication des communautés locales dans la gestion des sites du patrimoine mondial.	<p>38 COM 10B.2</p> <p>35 COM 9B</p>	Formation de 60 participants.
ARB	À l'invitation des autorités d'Oman et de l'ICOMOS Oman, organisation d'une conférence internationale sur les parcs et sites archéologiques, portant sur les problèmes clés de l'archéologie tels que l'excavation, la conservation, la communication, la gestion des sites et le paysage/l'environnement et la proposition d'une nouvelle définition des parcs archéologiques.		Les recommandations et conclusions de la conférence ont fait ressortir le potentiel important des parcs archéologiques, notamment pour les communautés locales et le bien-être de la société, avec des bénéfices déterminants pour le développement durable.
APA	Conférence internationale sur la promotion, la protection et la préservation de la culture et du patrimoine bouddhistes en novembre 2014, à Lumbini, visant à promouvoir les sites et le patrimoine culturel bouddhistes, leur conservation et leur protection.	<p>38 COM 7B.18</p> <p>38 COM 10B.1</p>	Participation de plus de 800 membres représentatifs de la Sangha, universitaires bouddhistes, ministres, diplomates, archéologues, scientifiques et journalistes de 32 pays. Adoption de la Déclaration de Lumbini en 23 points.
LAC	Lancement du projet « Social inclusion of women and young people through earthen architecture driven traditional handwork techniques » (inclusion sociale des femmes et des jeunes par l'apprentissage de techniques traditionnelles d'architecture de terre), ville de Cuenca (Équateur).	31 COM 21C	Développement durable à travers la conservation et la gestion communautaires du bien, Centre historique de Santa Ana de los Ríos de Cuenca.

VII. PROJET DE DÉCISION

Projet de décision : 39 COM 5A

Le Comité du patrimoine mondial,

1. *Ayant examiné le document WHC-15/39.COM/5A,*
2. *Rappelant la décision **38 COM 5A** adoptée à sa 38e session (Doha, 2014),*
3. *Prend note avec satisfaction des activités menées à bien par le Centre du patrimoine mondial au cours de l'année écoulée pour atteindre le résultat escompté, à savoir l'« identification, la protection, le suivi et la gestion durable du patrimoine matériel par les États membres, notamment par la mise en œuvre effective de la Convention de 1972 », et les cinq objectifs stratégiques, tel que présenté dans le document WHC-15/39.COM/5A;*
4. *Invite les États parties à soutenir les activités réalisées par le Centre du patrimoine mondial pour la mise en œuvre de la Convention ;*
5. *Demande au Centre du patrimoine mondial de présenter à sa 40e session un rapport sur ses activités.*

Annexe 1

Suivi des décisions adoptées par le Comité du patrimoine mondial à sa 38e session (Doha, 2014)

DÉCISIONS ET POINTS	MIS EN ŒUVRE	EN COURS	RETARDÉS
38 COM 2 Admission des Observateurs	✓		
38 COM 3A. Ordre du jour de la 38e session du Comité du patrimoine mondial (Doha, 2014)	✓		
38 COM 3B. Calendrier de la 38e session du Comité du patrimoine mondial (Doha, 2014)	✓		
38 COM 5A. Rapport du Centre du patrimoine mondial sur ses activités et la mise en œuvre des décisions du Comité du patrimoine mondial	✓	Voir document WHC-15/39.COM/5A	
38 COM 5B. Rapports des Organisations consultatives	✓	Voir document WHC-15/39.COM/5B	
38 COM 5C Suivi de l'initiative de la Directrice générale sur « La Convention du patrimoine mondial : réflexion sur l'avenir »	✓	Voir document WHC-15/39.COM/5C	
38 COM 5D. Convention du patrimoine mondial et développement durable		Voir document WHC-15/39.COM/5D	
38 COM 5E. Rapport sur les Programmes thématiques du patrimoine mondial		Prévu pour 2016	
38 COM 5F. Suivi de l'Audit des méthodes de travail des Conventions culturelles		Voir documents WHC-15/39.COM/13A et WHC-15/39.COM/13B	
38 COM 6 Suivi de la Stratégie du patrimoine mondial pour le renforcement des capacités et rapport d'avancement sur les Centres de Catégorie 2 du patrimoine mondial	✓	Voir document WHC-15/39.COM/6	
38 COM 7 État de conservation des biens du patrimoine mondial	✓	Voir document WHC-15/39.COM/7	
38 COM 7A État de conservation des biens inscrits sur la Liste du patrimoine mondial en péril	✓	Voir documents WHC-15/39.COM/7A et WHC-15/39.COM/7B	
38 COM 7B État de conservation de biens inscrits sur la Liste du patrimoine mondial	✓	Voir documents WHC-15/39.COM/7A et WHC-15/39.COM/7B	

DÉCISIONS ET POINTS	MIS EN ŒUVRE	EN COURS	RETARDÉS
38 COM 8A. Listes indicatives des États parties soumises au 15 avril 2014	✓	Voir documents WHC-15/39.COM/8A et WHC-15/39.COM/11	
38 COM 8B Propositions d'inscription de biens sur la Liste du patrimoine mondial	✓	Voir documents WHC-15/39.COM/8B et WHC-15/39.COM/8B.Add	
38 COM 8C Mise à jour de la Liste du patrimoine mondial en péril	✓	Voir document WHC-15/39.COM/8C	
38 COM 8D Clarifications des limites et des superficies des biens par les États parties en réponse à l'Inventaire rétrospectif	✓	Voir document WHC-15/39.COM/8D	
38 COM 8E Adoption des Déclarations Rétrospectives de Valeur Universelle Exceptionnelle	✓	Voir document WHC-15/39.COM/8E	
38 COM 9A Rapport d'avancement sur les Processus en amont	✓	Voir document WHC-15/39.COM/9A	
38 COM 9B Réflexions sur les processus de propositions d'inscription de biens mixtes	✓	Voir document WHC-15/39.COM/9B	
38 COM 9C Recommandations de l'évaluation de la stratégie globale et de l'initiative PACTe : Suivi de la résolution 19 GA 9		Voir document WHC-15/39.COM/5E	
38 COM 10A Rapport final sur les résultats du deuxième cycle de l'exercice de soumission des Rapports périodiques pour l'Amérique du Nord et rapport d'avancement pour la région Europe	✓	Voir document WHC-15/39.COM/10A	
38 COM 10B Rapport d'avancement sur les Rapports périodiques dans les autres régions	✓	Voir document WHC-15/39.COM/10B	
38 COM 11 Assistance internationale	✓	Voir document WHC-15/39.COM/14	
38 COM 12 Présentation des comptes finaux du Fonds du patrimoine mondial pour 2012-2013, des états financiers intérimaires et de l'état d'exécution du budget 2014-2015	✓	Voir document WHC-15/39.COM/15	
38 COM 13 Questions diverses	✓	Voir document WHC-15/39.COM/13A	

DÉCISIONS ET POINTS	MIS EN ŒUVRE	EN COURS	RETARDÉS
38 COM 14 Élection du Président, des vice-Présidents et du Rapporteur de la 39e session du Comité du patrimoine mondial (2015)	✓		
38 COM 15 Ordre du jour provisoire de la 39e session du Comité du patrimoine mondial (2015)	✓	Voir document WHC-15/39.COM/3A	

Réunions d'experts sur le patrimoine mondial et autres réunions (décision 35 COM 12B, points 6 et 7) Janvier 2015 – décembre 2015

Note : À sa 35e session (UNESCO, 2011), le Comité du patrimoine mondial, par la décision **35 COM 12B**, a demandé au Centre du patrimoine mondial de présenter annuellement une liste des réunions prévues. Il a demandé au Centre de documenter particulièrement toutes les réunions auxquelles le Secrétariat doit assister et de tenir autant que possible des réunions virtuelles. Cette liste doit permettre au Comité de décider des priorités et de l'affectation des ressources humaines et financières disponibles. Cette annexe dresse donc la liste récapitulative des réunions mentionnées dans le texte descriptif ou le tableau du document WHC-15/39.COM/5A.

RÉUNIONS	LIEU	DATE
Atelier de sensibilisation au patrimoine mondial de Nauru	Nauru	19-23 janvier 2015
« La <i>Convention du patrimoine mondial</i> : réflexion sur l'avenir »	Siège de l'UNESCO, Salle II	21 janvier 2015
Réunion d'orientation pour les membres du Comité du patrimoine mondial	Siège de l'UNESCO, Salle II	22 janvier 2015
Atelier de formation en médias/communication sur le patrimoine mondial en Chine	Fujian, Chine	1-5 février 2015
Conférence mondiale OMT/UNESCO sur le tourisme et la culture : construire un nouveau partenariat	Siem Reap, Cambodge	4-6 février 2015
Atelier UICN/ICOMOS « Connecting Practice » (pratiques connectées)	Île de Vilm, Allemagne	16-20 mars 2015
3e Forum de jeunes sur le patrimoine mondial du Sud-Est européen – Jeunes et éducateurs : agents de changement	Athènes/Théssalonique, Grèce	29 mars – 5 avril 2015
Réunion d'examen des projets de rapports périodiques (organisée par le Fonds pour le patrimoine mondial africain)	Afrique du Sud	20-22 avril 2015
Atelier international : harmonisation des systèmes intégrés de gestion des zones protégées aux dénominations internationales multiples (sites Ramsar, biens du patrimoine mondial, réserves de biosphère, géoparcs mondiaux)	Île de Jeju, République de Corée	25-27 avril 2015

RÉUNIONS	LIEU	DATE
Réunion de travail régionale sur la planification de l'espace maritime pour les sites marins du patrimoine mondial d'Amérique latine	À confirmer (10 participants)	Fin avril/mai 2015
Séminaire sur l'harmonisation du patrimoine avec l'agenda 2063 de l'Union Africaine (organisé par le Fonds pour le patrimoine mondial africain)	Afrique du Sud	6-8 mai 2015
Réunion d'information sur la 39e session du Comité du patrimoine mondial	Siège de l'UNESCO	21 mai 2015
Atelier de conception du projet d'entrepreneuriat (organisé par le Fonds pour le patrimoine mondial africain)	Bénin	26-28 mai 2015
Conservation des peintures murales : accès, recherche, conservation (titre provisoire) (co-organisé par le laboratoire Rathgen des musées de Berlin)	Musée d'art asiatique de Berlin, Allemagne	3-4 juin 2015
Conférence internationale de l'UNWTO sur le tourisme religieux	Bethléem, Palestine (sans participation du Secrétariat)	15-16 juin 2015
Forum des jeunes experts du patrimoine mondial : implication des jeunes dans la gestion durable des sites du patrimoine mondial	Vallée du Haut-Rhin moyen, Coblenz et Bonn, Allemagne	17-29 juin 2015
39e session du Comité du patrimoine mondial	Bonn, Allemagne	28 juin – 8 juillet 2015
Événement sur le patrimoine mondial de l'UNESCO et l'histoire de l'aérospatiale (à l'occasion de la 39e session du Comité du patrimoine mondial, organisé par la Commission allemande pour l'UNESCO en coopération avec le centre aérospatial allemand et le Centre du patrimoine mondial de l'UNESCO)	Bonn, Allemagne	5 juillet 2015
Réunion d'experts sur la valeur universelle exceptionnelle en haute mer au-delà des limites de la juridiction nationale (en coopération avec l'UICN)	Siège de l'UNESCO (15 participants)	Juillet 2015
Réunion thématique « Astronomical Heritage: Progressing the UNESCO/IAU Initiative » (patrimoine astronomique : faire avancer l'initiative UAI/UNESCO) à l'occasion de la 29e Assemblée générale de l'Union astronomique internationale	Honolulu, Hawaï, États-Unis	11-13 août 2015

RÉUNIONS	LIEU	DATE
Atelier national sur le tourisme durable et la gestion des risques de catastrophes	Roumanie	Septembre 2015
Atelier sur les propositions d'inscription - Francophone (organisé par le Fonds pour le patrimoine mondial africain)	Mali	14-25 septembre 2015
Initiative sur le patrimoine d'intérêt religieux - réunion consultative d'experts	Siège de l'UNESCO	Septembre ou octobre 2015
Conférence sous-régionale sur la gestion du patrimoine mondial et le tourisme durable	Plitvice, Croatie	Octobre 2015
Atelier de préparation aux risques - Anglophone (organisé par le Fonds pour le patrimoine mondial africain)	Namibie	5-16 octobre 2015
Première réunion des associations européennes des biens du patrimoine mondial	Strasbourg, France	15-16 octobre 2015
Atelier sur les propositions d'inscription - Anglophone (organisé par le Fonds pour le patrimoine mondial africain)	Rwanda	16-25 novembre 2015
20e Assemblée générale des États parties à la Convention du patrimoine mondial	Siège de l'UNESCO	18-20 novembre 2015
Réunion de travail d'experts sur les sites marins du patrimoine mondial de l'Arctique (en coopération avec l'UICN)	Siège de l'UNESCO	Novembre-décembre 2015
20e anniversaire de l'inscription de la ville de Luang Prabang	République démocratique populaire Lao	7-9 décembre 2015

RAPPORT SUR L'AUTORISATION D'UTILISATION DE L'EMBLEME DU PATRIMOINE MONDIAL (mars 2014 - février 2015)

Selon la nature des demandes, celles-ci sont gérées directement par le Centre du patrimoine mondial, ou dirigées vers l'organe compétent (Secteur de l'UNESCO pour les Relations extérieures et l'information du public, commissions nationales, autres secteurs de l'UNESCO ou autre).

Les demandes liées à l'utilisation de l'emblème du patrimoine mondial sont traitées par le Centre du patrimoine mondial, et par l'Unité des services communs des conventions depuis juillet 2014, en respect du Chapitre VIII des *Orientations* complété par le projet de tableau élaboré pour servir de guide complémentaire à la prise de décisions. Ce projet, soumis en avril 2012 et janvier 2013 aux Etats parties pour consultation dans le cadre de la réflexion sur l'utilisation de l'emblème du patrimoine mondial, est annexé au document 15/39.COM/11.

Entre le 1^{er} mars 2014 et le 28 février 2015, le Centre du patrimoine mondial a reçu et répondu à 172 demandes liées à l'emblème du patrimoine mondial:

- 46 demandes émanant de sites du patrimoine mondial ou des autorités nationales compétentes pour la création de l'emblème spécifique pour utilisation dans de la documentation et/ou durant des événements spéciaux ;
- 5 demandes émanant d'autorités nationales pour la création des emblèmes de l'intégralité de leurs sites du patrimoine mondial en plusieurs langues ;
- 70 demandes d'entités gestionnaires de sites du patrimoine mondial ou d'autorités locales ou nationales pour la validation de matériel contenant un des logos composés du patrimoine mondial ;
- 5 demandes émanant de Bureaux hors-Siège de l'UNESCO ou d'autres secteurs de programme de l'UNESCO pour des activités liées au patrimoine mondial ;
- 31 demandes émanant de commissions nationales, d'institutions, de programmes ou autres pour l'utilisation de l'emblème pour une activité ou des éléments de documentation ou d'information (voir tableau ci-dessous) ;
- 15 demandes refusées pour non-conformité avec les *Orientations*.

Durant cette période, le Centre du patrimoine mondial a également traité 12 cas d'usage abusif tels que : l'emblème du patrimoine mondial copié et utilisé sans demande formelle ni autorisation préalable; emblème du patrimoine mondial modifié et/ou associé à un logo local ; emblème du patrimoine mondial utilisé pour des événements ou des activités n'ayant reçu aucun soutien du Centre du patrimoine mondial ; sites du patrimoine mondial ayant modifié l'emblème du patrimoine mondial pour créer leur propre logo ; etc.

Dans de tels cas, les entités responsables ont été contactées et priées de retirer ces logos non autorisés et/ou de les remplacer par le logo officiel autorisé le cas échéant. Les autorités nationales ont été informées et le service juridique de l'UNESCO a été consulté lorsque nécessaire.

Ne figurent pas dans ce tableau :

- Les demandes d'utilisation des emblèmes de l'UNESCO et/ou du patrimoine mondial dans le cadre d'accords contractuels ou de partenariats (cf. Annexe 4 du présent document);
- Les utilisations faites par les centres de catégorie 2 de leur logo propre sauf demande d'utilisation d'un logo autre ;
- Les demandes d'utilisation de l'emblème accordées directement par les commissions nationales ou les points focaux nationaux pour l'emblème du patrimoine mondial.

Toutes les demandes ci-dessous (par ordre alphabétique des pays) ont été acceptées suite à un accord préalable des autorités des pays concernés.

Pays	Partie requérante	Date de réception	Description	Logo accordé	Commentaire
Afrique du Sud	Editions Aptara pour Pearson Education South Africa	02/05/2014	Illustration d'une page dédiée à la Convention, livre intitulé "Spot on Tourism Grade 12 Learner's Book"	"Convention du patrimoine mondial"	Accordé directement par ERI
Allemagne	Stadt Regensburg World Heritage Coordination Planning and Building Division	26/08/2014	Concours photo 2014 de l'OWHC (Organization of World Heritage Cities) – Section Europe Nord-Ouest - thème: "Modern Life in an Old City"	« Avec le soutien du Centre du patrimoine mondial »	
Belgique	Atelier de Recherche et d'Action Urbaines (ARAU, Association à but non lucratif)	22/04/2014	Dépliant et site internet dédiés à des visites guidées sur plus de 15 thèmes dont l'Art nouveau incluant les habitations majeures de l'architecte Victor Horta à Bruxelles	Emblème du patrimoine mondial seul	Pas connaissance de la suite donnée par l'Etat partie
Belgique	BHS Promotion	19/02/2015	Carte touristique de Wallonie tirée à 500.000 ex. : « My Wallonia Map », prolongation de la carte touristique Wallonie-Bruxelles 2015.	?	En attente de validation de la Commission nationale

Belgique	PRISME EDITIONS	10/07/2014	Livre lié à l'exposition « L'île de Gorée - The Island of Gorée - 14°40'01 N 17°23'54 O » de Jean-Dominique Burton - novembre 2014 à Dakar.	Logo spécifique du site	
Canada	Éditions CEC inc.	04/07/2014	Illustration d'une page dédiée à la Convention dans un cahier d'apprentissage pour élèves et guide-corrigé pour enseignants. Titre : Géo à la carte – Parcs naturels - 1er cycle du secondaire	Emblème du patrimoine mondial seul	
Chine	Center of Earth Observation and Digital Earth	08/05/2014	Conférence internationale Huangshan : Dialogue on UNESCO Designated Places and Sustainable Development	« Avec le soutien du Centre du patrimoine mondial »	
Espagne	Commission nationale	29/04/2014	Information / uniformisation des panneaux routiers et autoroutiers	Emblème du patrimoine mondial seul	
Espagne	Aranjuez	30/04/2014	Publication «Paysages culturels et patrimoine mondial», actes d'un cycle de séminaires tenus en 2013-2014	Emblème du patrimoine mondial seul	
Etats Unis	Digital Discovery	24/02/2015	Programme vidéo de 3 minutes de Seeker Channel dédié au patrimoine mondial	« En soutien de la Convention du patrimoine mondial »	Accordé par ERI
France	Entente Interdépartementale des Causses et des Cévennes	16/04/2014	Exposition itinérante sur la thématique de l'inscription des Causses et des Cévennes sur la Liste du patrimoine mondial – Panneau dédié à la Convention	Emblème du patrimoine mondial seul	

France	CNRS/INHA/Université Paris Sorbonne	12/05/2014	Invitation : Journée d'étude sur l'Art et le Patrimoine du Népal	« Avec le soutien du Centre du patrimoine mondial »	
France	DRIEE Île-de-France	02/10/2014	Page du site internet dédiée aux sites classés au patrimoine mondial situés en Ile-de-France	Emblème du patrimoine mondial seul	
France	HAROPA alliance des ports du Havre, de Rouen et de Paris	19/11/2014	Brochure touristique sur les sites du patrimoine mondial situés le long de la Seine	Emblème du patrimoine mondial seul	
France	Mission Bassin Minier Nord-Pas de Calais	12/12/2014	Utilisation de l'emblème comme pictogramme indiquant les différents éléments du site sur la carte interactive du site	Emblème du patrimoine mondial seul sans texte	
France	Mission Bassin Minier Nord-Pas de Calais	06/01/2015	Carte de vœux du site Bassin minier Nord-Pas de Calais	Emblème du patrimoine mondial seul (+ logo spécifique du site)	
Japon	National Federation of UNESCO Associations in JAPAN	28/11/2014	Jeu "the World Heritage Runner"	« En soutien de la Convention du patrimoine mondial »	
Lettonie	Commission nationale	03/04/2014	Médaille souvenir pour Arc géodésique de Struve	Emblème du patrimoine mondial seul sans texte	
Pologne	Commission nationale	09/12/2014	Information / uniformisation des panneaux routiers et autoroutiers	Emblème du patrimoine mondial seul + sans texte	
Qatar	National Commission	24/03/2014	Matériel d'information pour le 38 ^e Comité du patrimoine mondial	« Convention du patrimoine mondial »	
Qatar	Commission nationale	10/04/2014	Matériel d'information pour le Youth Forum	« Convention du patrimoine mondial »	

République de Corée	Office national du tourisme	03/12/2014	Campagne publicitaire mondiale en faveur des sites du patrimoine mondial en République de Corée	« Patrimoine mondial en République de Corée »	
Royaume Uni	Devizes Wiltshire camera club	21/03/2014	Présentation audiovisuelle de 3 sites du patrimoine mondial dans le cadre d'un concours photo annuel	Emblème du patrimoine mondial seul	
Russie	Ensemble historique and archéologique de Bolgar	24/07/2014	Emblème sur le dôme du Museum of Bolgar Civilization	Emblème du patrimoine mondial seul	
Slovénie	The Škocjan Caves	26/03/2014	Ecusson pour les uniformes des gardes du parc	Emblème du patrimoine mondial seul sans texte	
Centre de catégorie 2	African World Heritage Fund (AWHF)	09/05/2014	Agenda de la 3 ^e table ronde des Ministres africains sur le patrimoine mondial en Afrique	Convention du patrimoine mondial	En attente d'adoption et d'utilisation du logo spécifique créé pour l'AWHF
Centre de catégorie 2	African World Heritage Fund (AWHF)	23/07/2014	Publication des actes de la conférence du 40 ^e anniversaire en Afrique du Sud en 2012, "Vivre avec le patrimoine mondial en Afrique"	40 ^e anniversaire de la Convention du patrimoine mondial + « Avec le soutien du Centre du patrimoine mondial »	En attente d'adoption et d'utilisation du logo spécifique créé pour l'AWHF
	CCSVI	12/08/2014	Rapport du CCSVI sur les projets et activités en 2013	« Avec le soutien du Centre du patrimoine mondial »	
	Fonds Art et Ouvrages	24/02/2014	Vente aux enchères d'œuvres d'art le 24 mai à Paris pour récolter des fonds au profit du Mali	« Avec le soutien du Centre du patrimoine mondial »	Accordé en amont de la signature du partenariat

	Underwater Earth	21/05/2015	Brève vidéo sur le site internet de Catlin Seaview Survey liée au MoU signé avec Underwater Earth	« Avec le soutien du Centre du patrimoine mondial »	Accordé en amont de la signature du partenariat
	World Parks Congress	03/10/2014	Aquarium digital : vidéo faite par le gestionnaire de l'un des sites marins et diffusée sur un écran géant situé dans l'un des pavillons principaux durant le Congrès mondial des Parcs	« Avec le soutien du Centre du patrimoine mondial »	

Inventaire des partenariats du patrimoine mondial

La décision **37 COM 5D** demandait au Secrétariat de continuer à rendre compte, de manière analytique, de la mise en œuvre de la stratégie du PACTe en soumettant à chaque réunion ordinaire du Comité du patrimoine mondial un inventaire détaillé des partenariats en cours et envisagés, en tant qu'Annexe au Rapport du Centre du patrimoine mondial, en utilisant le modèle en vigueur.

Le tableau 1 de l'Annexe 4 présente une liste des partenariats en cours entre le Centre du patrimoine mondial, le secteur privé et des fondations en mars 2015, établis selon la stratégie du PACTe adoptée par le Comité du patrimoine mondial à sa 37^e session en 2013, ainsi qu'avec le cadre réglementaire du PACTe. Cette liste n'inclut pas les partenariats du patrimoine mondial avec le secteur privé établis et mis en œuvre par les Bureaux hors Siège, ni les ONG engagées dans la réalisation de programmes au niveau des pays.

Pour chaque partenariat, le tableau donne, par ordre alphabétique du nom des partenaires, une description, les fonds reçus en 2014 (le cas échéant), les résultats escomptés, les principaux produits/résultats obtenus, l'utilisation de l'emblème et une évaluation indicative des bénéfices pour le patrimoine mondial. Il lie également chaque partenariat aux objectifs stratégiques pertinents (les « 5 C ») et aux domaines de coopération qui tirent des avantages du partenariat.

Le tableau indique aussi les dates de signature et d'expiration de chaque partenariat et, le cas échéant, l'indication d'un nouveau partenariat, c'est-à-dire s'il a été conclu depuis la dernière session du Comité ; ou encore si un renouvellement est envisagé dans la période allant du rapport actuel au prochain rapport au Comité ; ou enfin, si le partenariat a été terminé depuis le dernier rapport soumis au Comité. Au cours de la période de mars 2014 à mars 2015, cinq nouveaux partenariats ont été signés et cinq partenariats ont été renouvelés.

Le tableau 2 de l'Annexe 4 présente les partenariats envisagés en cours de discussion ou qui font actuellement l'objet d'une évaluation interne et/ou d'une validation externe.

Tableau 1 - INVENTAIRE DES PARTENARIATS DU PATRIMOINE MONDIAL EN COURS EN MARS 2015 (par ordre alphabétique)

N°	Description du partenariat et contribution financière convenue (le cas échéant)	Montants reçus en 2014 ² (en dollars EU ou convertis)	Résultats escomptés	Principaux produits/résultats obtenus	Utilisation de l'emblème ³	Accords signés ⁴	Évaluation des bénéficiaires	Objectifs stratégiques et domaines de coopération bénéficiaires
1	A&E Television Networks LLC. - HISTORY (Channel), États-Unis Production de documentaires et d'histoires audiovisuelles produites et diffusées par HISTORY. RENOUVELÉ : 169 500 dollars EU (pour 3 ans)	56 500	Compréhension accrue de la Convention du patrimoine mondial au niveau mondial, et en particulier aux États-Unis.	HISTORY fait connaître le patrimoine mondial par ses 4 lettres d'information trimestrielles Idea Book for Educators envoyées à 300 000 enseignants abonnés ; assure une visibilité en ligne (sites internet Save our history et HISTORY classrooms) ; prépare des annonces d'intérêt public pour diffusion télévisuelle et en ligne.	Dans les annonces d'intérêt public et les documents associés au projet.	Fonds-en-dépôt signé le 18 mai 2011 Début : mai 2011 Prolongé en mai 2014 Fin : mai 2017	Promotion mondiale du PM. Les films promotionnels peuvent être visionnés sur YouTube et sur le site internet du Centre du patrimoine mondial. Ce projet a amené le bureau A&T du Royaume-Uni à produire une série de nouveaux documentaires sur le patrimoine mondial concernant des sites polonais et britanniques (www.history.co.uk/shows/unesco/about.html). Un film a été produit sur l'événement parallèle organisé sur les partenariats avec le secteur privé à l'occasion du 38COM, à Doha.	Communication Éducation
2	Khaled bin Sultan Living Oceans Foundation NOUVEAU	75 000	Mise en œuvre de la recommandation 5 de l'évaluation de la stratégie globale 2011.	Présentation au Comité du patrimoine mondial (40 ^e session) d'une publication sur la valeur universelle exceptionnelle des aires marines au-delà des limites de la juridiction nationale. En collaboration avec l'UICN.	Publication et communication finales sur le projet.	Lettre de dotation supplémentaire pour le Programme marin du Centre du patrimoine mondial. Début : juillet 2014	Arrivé à terme, le projet aura fourni aux États parties une première analyse de la valeur universelle exceptionnelle des aires marines au-delà des limites de la juridiction nationale, qui couvrent plus de 50 % de la planète. Les réalisations aideront les États parties, tels que ceux concernés par la dorsale médio-atlantique, et	Conservation Crédibilité

² Les montants reçus en 2014 n'ont pas été certifiés par le Bureau de la gestion financière de l'UNESCO.

³ Strictement réglementé selon les termes de l'accord signé (en particulier chaque ressource comportant le nom, le logo de l'UNESCO et l'emblème du Centre du patrimoine mondial fera l'objet de l'approbation par le Centre du patrimoine mondial et si nécessaire par ERI).

⁴ Tous les accords sont disponibles sur le site internet du Centre du patrimoine mondial <http://whc.unesco.org/en/agreements> (pages protégées par des mots de passe et réservées aux États parties)

N°	Description du partenariat et contribution financière convenue (le cas échéant)	Montants reçus en 2014 ² (en dollars EU ou convertis)	Résultats escomptés	Principaux produits/résultats obtenus	Utilisation de l'emblème ³	Accords signés ⁴	Évaluation des bénéficiaires	Objectifs stratégiques et domaines de coopération bénéficiaires
						Fin : décembre 2015.	contribueront au travail d'autres conventions internationales importantes telles que la Convention sur la diversité biologique.	
3	<p>Chez Bonne Idée, France (Agence de communication)</p> <p>Création d'un jeu pour le grand public (internet et presse) sur les villes du patrimoine mondial avec un questionnaire sur l'histoire du site.</p> <p>À TERMINER, en attente de clôture officielle</p>		Sensibilisation accrue aux sites du patrimoine mondial.	<p>Campagnes annuelles pendant 2 mois avec des pages spéciales dans le journal français Le Monde (version imprimée et en ligne).</p> <p>Site internet dédié.</p> <p>23 451 joueurs en 2013 et 39 095 visiteurs sur le site internet (693 151 pages consultées).</p> <p>Le journal Le Monde a envoyé 100 000 courriels annonçant le jeu et a publié 19 publicités à ce sujet dans son édition papier.</p>	<p>Chaque semaine dans le journal Le Monde.</p> <p>Site internet du jeu et Facebook.</p>	<p>Accord de projet.</p> <p>Début : juin 2012</p> <p>Fin : décembre 2014</p>	<p>Promotion mondiale du PM auprès d'un large public.</p> <p>Un pourcentage du revenu total était attendu mais n'a pu être fourni par manque de recettes par rapport aux dépenses.</p>	<p>Communication</p> <p>Conservation</p> <p>Assistance internationale</p>
4	<p>EVERGREEN DIGITAL CONTENTS & DENTSU, Japon</p> <p>L'accord tripartite avec Evergreen et Dentsu vise à promouvoir l'éducation au patrimoine mondial au Japon à travers le projet « UNESCO KIDS ».</p> <p>210 000 dollars EU</p> <p>À RENOUELER</p>	100 000	Sensibilisation accrue des jeunes Japonais à la nécessité de préserver les sites du patrimoine mondial.	<p>Kit pour les écoles et création d'un projet i-mode financé par NTT DOCOMO, grande entreprise japonaise de télécommunications.</p> <p>Films éducatifs sur les sites du patrimoine mondial naturel pour les élèves du primaire.</p> <p>Utilisation de tablettes en classe dans le cadre de la sensibilisation au patrimoine mondial.</p>	Documents associés au projet éducatif (site internet, publicités sur le projet, dessins animés).	<p>Compte spécial du Fonds du patrimoine mondial.</p> <p>Premier partenariat signé en 2003.</p> <p>Accord de projet signé en décembre 2007, prolongé chaque année.</p> <p>Début d'un nouvel accord en juillet 2013, prolongé en juillet 2014.</p> <p>Fin : mars 2015</p>	<p>Génère des revenus pour le programme éducatif du PM, la communication et les activités de sensibilisation au PM.</p> <p>Couverture par les médias du projet UNESCO-KIDS : une page de publi-rédactionnel par trimestre dans le Yomiuri Shimbun (10 millions de lecteurs) ; communiqués de presse auprès de 277 médias partenaires internationaux de Dentsu (TV et radio, presse écrite et sites internet) ; activités éducatives dans les écoles japonaises.</p>	<p>Communication</p> <p>Éducation</p>

N°	Description du partenariat et contribution financière convenue (le cas échéant)	Montants reçus en 2014 ² (en dollars EU ou convertis)	Résultats escomptés	Principaux produits/résultats obtenus	Utilisation de l'emblème ³	Accords signés ⁴	Évaluation des bénéficiaires	Objectifs stratégiques et domaines de coopération bénéficiaires
5	<p>Fonds Culturel Arts & Ouvrages, France</p> <p>Partenariat stratégique pour soutenir des projets de conservation sur des sites figurant sur la Liste du patrimoine mondial en péril.</p> <p>420 000 dollars EU (pour 18 mois)</p> <p>NOUVEAU</p>		Conservation à long terme des sites du patrimoine mondial et retrait de ces sites de la Liste du patrimoine mondial en péril.	<p>Préservation et numérisation de manuscrits à Bamako et Tombouctou, Mali.</p> <p>Études des conditions de conservation et détermination de méthodes appropriées de stabilisation pour le site d'Abou Mena, Égypte.</p> <p>Établissement d'un plan de gestion avec un programme de conservation et des dispositions de gestion des risques et d'utilisation publique pour le site de Coro et son port, Venezuela.</p>	<p>Site internet.</p> <p>Brochures et autre documentation imprimée.</p>	<p>Fonds-en-dépôt signé en mai 2014.</p> <p>Fin : novembre 2015</p>	En attente du versement des sommes convenues.	<p>Conservation</p> <p>Sites du patrimoine mondial en péril</p>
6	<p>Fondation IRIS, France</p> <p>La Fondation soutient le Programme sur le patrimoine mondial et le tourisme durable.</p> <p>115 147 dollars EU</p> <p>TERMINÉ</p>	26 023 (dernière tranche)	Capacité accrue des acteurs du patrimoine mondial à gérer le tourisme de façon efficace, responsable et durable, à partir du contexte et des besoins locaux.	Production et diffusion de guides destinés aux gestionnaires de sites pour mieux gérer le tourisme sur les sites du patrimoine mondial.	Aucune	<p>Fonds-en-dépôt signé en juillet 2013.</p> <p>Fin : juillet 2014</p>	Promotion du développement durable par une bonne gestion des sites du patrimoine mondial.	<p>Conservation</p> <p>Développement des capacités</p> <p>Tourisme durable</p>
7	<p>Fondation Franz Weber, Suisse</p> <p>La Fondation Franz Weber soutient le Fonds de réponse rapide et les projets de préservation du patrimoine naturel.</p> <p>750 000 dollars EU (pour 5 ans)</p>	149 972	<p>Fonds de réponse rapide amélioré grâce à un financement supplémentaire (le Fonds a été créé en 2005 avec Fauna and Flora International afin de lever des fonds pour répondre aux situations d'urgence sur les sites du patrimoine naturel).</p> <p>Préservation améliorée de la Réserve de faune de Dja, Cameroun, menacée par le braconnage et l'impact négatif de l'exploitation minière et du déboisement.</p>	Sur le site de Dja, actions pilotes pour améliorer les sources de revenus des communautés locales, campagne d'éducation contre le braconnage, préparation d'une étude d'impact environnemental et social.	Sur les sites internet respectifs et sur les documents concernant le projet.	<p>Fonds-en-dépôt</p> <p>Début : janvier 2013</p> <p>Fin : janvier 2018</p>	<p>- La contribution de la Fondation Weber au Fonds de réponse rapide a déjà permis de financer une subvention d'urgence en Thaïlande, permettant d'assurer la formation de gardiens de parc face à un réseau de braconnage de plus en plus violent de bois de rose dans le Parc national de Pang Sida.</p> <p>- Une étude environnementale et sociale sur le site de Dja a déjà été établie, en coopération avec les autorités locales ; elle servira à la conservation durable du bien.</p>	<p>Conservation</p> <p>Renforcement des capacités</p> <p>Communautés</p> <p>Patrimoine mondial naturel</p>

N°	Description du partenariat et contribution financière convenue (le cas échéant)	Montants reçus en 2014 ² (en dollars EU ou convertis)	Résultats escomptés	Principaux produits/résultats obtenus	Utilisation de l'emblème ³	Accords signés ⁴	Évaluation des bénéficiaires	Objectifs stratégiques et domaines de coopération bénéficiaires
8	<p>FOTONAUTS, France</p> <p>L'application « Fotopedia Heritage » créée par Fotonauts a été lancée en août 2010 pour constituer la plus grande application de photos des sites du patrimoine mondial pour iPhone et iPad.</p> <p>Non financier</p> <p>TERMINÉ</p>		Sensibilisation accrue aux sites du patrimoine mondial.	Accroître la sensibilisation au patrimoine mondial par une application gratuite pour iPhone et iPad proposant des photos de haute qualité et de brèves descriptions des sites du PM.	Dans l'application et sur le site internet.	<p>Accord de projet.</p> <p>Début : juillet 2010</p> <p>Fin : décembre 2014</p>	<p>Fait la promotion des publications du patrimoine mondial et de la Revue du PM en particulier.</p> <p>Classée dans la liste des 10 premières applications d'Apple au moment du lancement.</p> <p>Chiffres d'audience en 2013 : 546 842 téléchargements ; 1 344 653 visites uniques ; 77 221 pages internet du Centre du patrimoine mondial ouvertes à partir de l'application.</p>	Communication
9	<p>GOOGLE Inc., États-Unis</p> <p>Le projet permet aux internautes de visiter virtuellement une sélection de biens du patrimoine mondial.</p> <p>Non financier</p> <p>RENOUVELÉ (par accord tacite)</p>		Aider à diffuser le message sur la préservation du PM et lui permettre d'atteindre un vaste public. Sensibilisation accrue dans le monde entier.	Le site internet du projet World Wonders de Google permet des visites virtuelles des sites du patrimoine mondial.	Sur le site internet du projet World Wonders de Google.	<p>Accord de licence.</p> <p>Début : 29 mai 2012</p>	<p>On s'attend à ce que les statistiques de Google permettent une bonne évaluation du projet.</p> <p>Les efforts visent à étendre le partenariat pour renforcer les bénéficiaires pour le patrimoine mondial.</p>	Communication
10	<p>GSP – Our Place World Heritage Ltd et Our Place Publishing Ltd, Nouvelle-Zélande</p> <p>Création d'une base de données d'images sur le patrimoine mondial.</p> <p>OUR PLACE fournit des photos pour les galeries du site internet du Centre du patrimoine mondial et a également fourni de nombreuses images pour des publications de l'UNESCO et de tiers associés.</p> <p>RENOUVELÉ</p> <p>Non financier</p>		Base de données d'images enrichie et sensibilisation accrue aux sites du PM.	Our Place et son réseau international de photographes professionnels enrichissent une vaste base de données d'images pour aider à la promotion des efforts de conservation et du message du PM.	Sur le site internet et dans des expositions organisées par Our Place et présentant des images du PM.	<p>Compte spécial du Fonds du patrimoine mondial.</p> <p>Protocole d'entente signé en 2006.</p> <p>Premier accord de partenariat signé en 2008 et terminé en 2012.</p> <p>Nouvel accord Début : mars 2014. Fin : mars 2017</p>	<p>Our Place a actuellement photographié plus de 370 sites du patrimoine mondial dans 84 pays et possède des archives de plus de 45 000 images du patrimoine mondial aux droits exclusifs.</p> <p>Accessibilité à cette base de données pour l'UNESCO et pour les sites du patrimoine mondial.</p>	Communication

N°	Description du partenariat et contribution financière convenue (le cas échéant)	Montants reçus en 2014 ² (en dollars EU ou convertis)	Résultats escomptés	Principaux produits/résultats obtenus	Utilisation de l'emblème ³	Accords signés ⁴	Évaluation des bénéficiaires	Objectifs stratégiques et domaines de coopération bénéficiaires
11	<p>JAEGER-LECOULTRE (Manufacture), Suisse</p> <p>Partenariat de sensibilisation au programme marin</p> <p>420 000 EUR (pour 3 ans) (140 000 EUR par an)</p> <p>RENOUVELÉ (partenaire JAEGER-LECOULTRE uniquement)</p>	190 218	<p>Développement du Programme marin du Centre du patrimoine mondial, y compris soutien statutaire aux activités du Centre du patrimoine mondial concernant les biens marins.</p> <p>Sensibilisation accrue au PM, en particulier aux 47 sites marins + contributions ciblées en coopération avec certains sites.</p>	<p>Soutient un réseau mondial de gestionnaires de sites partageant les meilleures pratiques de gestion et servant de modèles pour d'autres aires marines protégées du monde.</p> <p>Appuie l'expert marin dans la gestion des dossiers sur l'état de conservation du patrimoine mondial et dans les autres tâches du Centre du patrimoine mondial concernant les biens marins</p>	Documentation sur le projet	<p>Fonds-en-dépôt signé en mars 2014</p> <p>Fin : mars 2017</p>	Le projet permet au Centre du patrimoine mondial de continuer à proposer une expertise technique sur les dossiers sur l'état de conservation des sites naturels (marins), notamment pour la Grande Barrière, le récif de la barrière du Belize, le parc national du Banc d'Arguin, etc.	<p>Conservation</p> <p>Crédibilité</p> <p>Renforcement des capacités</p> <p>Communautés</p> <p>Communication</p> <p>Patrimoine naturel (marin)</p>
12	<p>KOBI GRAPHIS, Japon</p> <p>Production du calendrier du PM de Panasonic et du calendrier du PM version jeunes.</p> <p>Contribution annuelle de 50 000 dollars EU + royalties.</p> <p>À RENOUELER</p>	53 645	Sensibilisation accrue au patrimoine mondial.	<p>Production du calendrier du PM de Panasonic et du calendrier du PM version jeunes. Création d'une version internet en 2011.</p> <p>Application iPad gratuite lancée en 2012, ainsi que plusieurs expositions organisées au Japon au cours de la même année.</p> <p>Calendrier vendu à la librairie de l'UNESCO.</p>	Calendrier, site internet et application iPad.	<p>Compte spécial du Fonds du patrimoine mondial.</p> <p>Accords de partenariats signés en 1996, 2001, 2007 et prolongés par amendements.</p> <p>Début : 1996</p> <p>Fin : août 2015</p>	L'application du Calendrier du PM a été recommandée par Apple et a figuré dans la liste des 10 applications les plus populaires.	Communication
13	<p>MONNAIE DE PARIS, France</p> <p>Création, production et distribution de pièces représentant des sites du PM.</p> <p>Royalties.</p>	9 308	<p>Sensibilisation accrue aux sites du PM à travers des collections de pièces emblématiques.</p> <p>Augmentation du réseau mondial de collectionneurs d'emblèmes du patrimoine mondial.</p>	Séries lancées en 2007, 2008, 2009, 2010, 2011 et 2012 : Grande Muraille de Chine, Grand Canyon, États-Unis ; Kremlin, Fédération de Russie ; Taj Mahal, Inde ; Château de Versailles, France ; Abou Simbel, Égypte.	Sur des pièces.	<p>Compte spécial du Fonds du patrimoine mondial.</p> <p>Accords de licence signés en 2007, 2008, 2009, 2011.</p> <p>Début : 2007</p> <p>Fin : 2015 : (en particulier pour</p>	À la suite d'un processus d'appel d'offres, l'UNESCO (ERI) a signé un accord de partenariat en 2012 avec PAMP S.A. (Suisse) pour centraliser les programmes numismatiques de l'UNESCO. Depuis, le Centre du patrimoine mondial n'est plus habilité à conclure de contrats avec une Monnaie nationale ou une Banque centrale. Le partenariat avec	Communication

N°	Description du partenariat et contribution financière convenue (le cas échéant)	Montants reçus en 2014 ² (en dollars EU ou convertis)	Résultats escomptés	Principaux produits/résultats obtenus	Utilisation de l'emblème ³	Accords signés ⁴	Évaluation des bénéficiaires	Objectifs stratégiques et domaines de coopération bénéficiaires
						les pièces « Versailles » et « Abou Simbel »).	la Monnaie de Paris ne sera donc pas prolongé.	
14	<p>NIPPON HOSO KYOKAI (NHK), Japon</p> <p>Création d'une série de documentaires pour la télévision japonaise sur le PM et le patrimoine immatériel pour contribuer à créer une base de données de vidéos « Initiative pour l'archivage d'images du patrimoine ».</p> <p>Non financier</p> <p>À RENOUELER avec de nouvelles conditions</p>		Sensibilisation accrue au PM.	<p>Base de données d'images vidéo numériques haute définition du patrimoine mondial et immatériel. Mise en place de l'« Initiative pour l'archivage d'images du patrimoine ». Série de 100 documentaires TV numériques haute définition sur le patrimoine mondial et immatériel. Les films sont disponibles en ligne sur les sites internet de l'UNESCO/Centre du patrimoine mondial.</p> <p>1202 vidéos téléchargées en ligne en 5 langues</p>	Dans les documentaires et sur les brochures du projet.	<p>Protocole d'entente signé en 2003 avec ERI.</p> <p>Accord de partenariat signé en 2004 et accord de projet en 2004 et 2005.</p> <p>Accord de partenariat et accord de projet signés en 2009</p> <p>Début : 2003</p> <p>Fin : déc. 2014</p>	<p>Fournit une base de données d'images vidéo à l'UNESCO. Ces images sont payantes pour les utilisateurs et partenaires extérieurs.</p> <p>Les vidéos et la base de données en ligne ont été financées par des contributions du gouvernement japonais.</p> <p>Estimation du nombre de foyers visionnant les vidéos au Japon (Video Research Inc) : 17 791 000 dans la région principale de Kanto.</p> <p>Estimation du nombre de téléspectateurs par programme au Japon (Video Research Inc) : 889 550 foyers dans la région principale de Kanto. Le nombre total de téléspectateurs au niveau national n'a pas été mesuré.</p> <p>Total des vues sur la chaîne YouTube de l'UNESCO : 2704</p>	Communication
15	<p>Kobi Graphis pour le compte de PANASONIC, Japon</p> <p>1 000 000 dollars EU (pour 2 ans)</p>	500 000	<p>Sensibilisation accrue à la préservation des sites du patrimoine mondial et au développement durable.</p> <p>Mobilisation renforcée des jeunes sur les problématiques de la préservation du patrimoine mondial et de l'environnement.</p> <p>Meilleure préservation des</p>	<p>Appui aux activités des Forums de jeunes sur le patrimoine mondial organisés par l'UNESCO.</p> <p>Appui au Programme UNESCO de Volontaires du patrimoine mondial.</p> <p>Mise en œuvre du « Programme d'apprentissage</p>	Publicités dans les journaux et à la télévision. Programme TV « World Heritage Special » du National Geographic. Documentation utilisée sur les	<p>Accord de Fonds-en-dépôt</p> <p>Début : mai 2011</p> <p>Fin : 2013</p> <p>Nouvel accord en juillet 2013</p> <p>Fin : juillet 2015</p>	<p>Importante couverture médiatique suite au programme de l'éducation à l'écologie. Sensibilisation accrue à la préservation du PM auprès des jeunes et d'une large audience mondiale. Interface avec le « Patrimoine mondial aux mains des jeunes » et le Programme de volontariat. Nouvelle source de revenus</p>	<p>Conservation</p> <p>Communication</p> <p>Renforcement des capacités</p> <p>Communautés</p> <p>Éducation</p>

N°	Description du partenariat et contribution financière convenue (le cas échéant)	Montants reçus en 2014 ² (en dollars EU ou convertis)	Résultats escomptés	Principaux produits/résultats obtenus	Utilisation de l'emblème ³	Accords signés ⁴	Évaluation des bénéficiaires	Objectifs stratégiques et domaines de coopération bénéficiaires
			sites du patrimoine mondial.	<p>écologique pour le patrimoine mondial » pour sensibiliser les enfants de 9 à 11 ans à la préservation du PM.</p> <p>Lancement de campagnes internationales dans les journaux et à la télévision sur la protection de l'environnement comme message international institutionnel général, à partir de juin 2013.</p> <p>Appui à la production du programme télévisé de 60 mn de National Geographic sur le PM intitulé « The World Heritage Special », de juin 2013 à mars 2015.</p> <p>Soutien au magazine trimestriel de l'UNESCO Patrimoine mondial.</p> <p>Soutien à des projets précis de conservation du patrimoine mondial.</p>	sites du PM dans le cadre de l'éducation écologique au patrimoine mondial. Centres d'expositions Panasonic sur le patrimoine mondial.		<p>pour le programme d'éducation au patrimoine mondial et pour les activités de communication.</p> <p>Le site internet de Panasonic promeut le site internet du PM et ses publications, en particulier la revue Patrimoine Mondial.</p> <p>Budget estimé en nature à 7 000 000 dollars EU pour les campagnes de publicité, les projets éducatifs et le don d'équipements.</p>	
16	<p>Polynesian Voyaging Society</p> <p>Sensibilisation au patrimoine mondial et, notamment, aux sites marins, avec des histoires, des photos et des films des expéditions.</p> <p>Non financier</p> <p>NOUVEAU</p>		Renforcement de la sensibilisation à la valeur universelle exceptionnelle de 13 sites marins du patrimoine mondial des communautés locales qui y vivent et y travaillent.	Renforcement de la sensibilisation et des échanges des communautés locales de 13 sites marins du patrimoine mondial.	Documentation sur le projet	Lettre d'accord Début : novembre 2014 Fin : novembre 2017	Ce projet est particulièrement destiné aux petits États insulaires en développement possédant des sites marins du patrimoine mondial, pour sensibiliser les communautés locales aux difficultés de conservation et à la valeur des sites du patrimoine mondial.	Communautés Communication Conservation

N°	Description du partenariat et contribution financière convenue (le cas échéant)	Montants reçus en 2014 ² (en dollars EU ou convertis)	Résultats escomptés	Principaux produits/résultats obtenus	Utilisation de l'emblème ³	Accords signés ⁴	Évaluation des bénéficiaires	Objectifs stratégiques et domaines de coopération bénéficiaires
17	<p>Seabourn, États-Unis</p> <p>Partenariat stratégique axé sur la sensibilisation à la conservation du patrimoine et au tourisme durable en mobilisant des ressources durables pour la conservation à long terme du patrimoine mondial.</p> <p>1 000 000 dollars EU (pour 6 ans)</p> <p>NOUVEAU</p>	166 667	<p>Sensibilisation accrue et soutien à la protection et à la sauvegarde des biens du patrimoine et du patrimoine mondial et au développement durable du tourisme par un groupe d'acteurs influent ;</p> <p>Efficacité démontrée de la préservation de la valeur culturelle et naturelle des sites du patrimoine mondial avec des activités de renforcement des capacités destinées aux gestionnaires de sites et autres acteurs ;</p> <p>Renforcement de l'implication des groupes d'acteurs clés au moyen d'un programme incitatif visant à impliquer les communautés locales et le secteur privé du tourisme présent dans et autour des biens du patrimoine mondial.</p>	<p>Établissement et promotion de produits et services touristiques authentiques, durables et responsables assurant une expérience de grande qualité et un faible impact lors des visites des sites du patrimoine mondial.</p> <p>Renforcement de la sensibilisation des acteurs clés avec des activités de communication ciblées.</p> <p>Renforcement des capacités des gestionnaires de sites avec des activités de renforcement des capacités des réseaux transnationaux.</p>	<p>Site internet.</p> <p>Brochures et autre documentation imprimée expliquant la Convention du patrimoine mondial</p>	<p>Fonds-en-dépôt signé en mai 2014</p> <p>Fin : mai 2020</p>	<p>La contribution de Seabourn a déjà appuyé un certain nombre d'activités promotionnelles comme la participation du Programme sur le patrimoine mondial et le tourisme durable à des événements importants sur le tourisme durable (ITB Berlin ; Conférence OMT/UNESCO sur le tourisme et la culture à Siem Reap ; Forum européen du tourisme à Naples).</p> <p>Informations quantitatives et qualitatives du partenaire attendues pour évaluer l'impact des activités de visibilité menées à bien.</p>	<p>Tourisme durable</p> <p>Sensibilisation</p> <p>Renforcement des capacités</p> <p>Conservation</p>
18	<p>TOKYO BROADCASTING SYSTEM (TBS), Japon</p> <p>Production d'une série de films de 30 minutes sur le patrimoine mondial intitulée « Le patrimoine mondial » diffusée chaque semaine par TBS.</p> <p>Depuis 2006 : 40 000 dollars EU par an.</p> <p>RENOUVELÉ (RECONDUCTION TACITE TOUS LES ANS)</p>	40 000	Sensibilisation accrue aux sites du patrimoine mondial.	650 films ont été produits.	Sur les documentaires et les brochures sur le projet.	<p>Compte spécial du Fonds du patrimoine mondial.</p> <p>Accord avec la FNUAJ en 1996.</p> <p>Accord avec le Centre du patrimoine mondial depuis 2006.</p>	<p>Audience mondiale.</p> <p>Nombre total de téléspectateurs regardant ce programme chaque mois : 20 millions (moyenne estimée pour 2013).</p>	Communication

N°	Description du partenariat et contribution financière convenue (le cas échéant)	Montants reçus en 2014 ² (en dollars EU ou convertis)	Résultats escomptés	Principaux produits/résultats obtenus	Utilisation de l'emblème ³	Accords signés ⁴	Évaluation des bénéfices	Objectifs stratégiques et domaines de coopération bénéficiaires
19	<p>Underwater Earth</p> <p>Films et études sur les sites marins du patrimoine mondial et évaluations basées sur des observations.</p> <p>Non financier</p> <p>NOUVEAU</p>		Sensibilisation aux sites marins du patrimoine mondial à l'échelle mondiale + base de photos et vidéos professionnelles de haute qualité sur les sites marins du patrimoine mondial libres de droits non commerciaux + information sur l'état de conservation des sites	Renforcement de la sensibilisation et de l'information sur les tendances de conservation des sites marins du patrimoine mondial	Documentation sur le projet	Lettre d'accord Signature en novembre 2014 Fin : novembre 2015	Ce projet est intéressant pour les sites et le Centre du patrimoine mondial en sensibilisant aux difficultés de conservation + en proposant des vidéos et une base de données sur les sites marins	Renforcement des capacités Communication Conservation

Tableau 2 - INVENTAIRE DES PARTENARIATS DU PATRIMOINE MONDIAL ENVISAGÉS EN MARS 2015 (par ordre alphabétique)

N°	Description du partenariat	Résultats escomptés	Principaux résultats positifs	Utilisation de l'emblème	Objectifs stratégiques
1	<p>Airbnb, États-Unis</p> <p>Partenariat stratégique avec la campagne « Les protecteurs des lieux » pour promouvoir le tourisme responsable et la préservation du patrimoine mondial.</p> <p>Contribution financière escomptée.</p>	<p>Mise en œuvre du Programme sur le patrimoine mondial et le tourisme durable, comprenant un soutien statutaire aux activités du PM sur le tourisme durable.</p> <p>Sensibilisation accrue et soutien au tourisme durable et à la préservation du patrimoine mondial.</p> <p>Promotion de produits et services touristiques de qualité favorisant un comportement responsable de la part de tous les partenaires concernés.</p>	<p>Établissement et promotion de produits et services touristiques authentiques, durables et responsables assurant une expérience de grande qualité et un faible impact lors des visites des sites du patrimoine mondial.</p>	<p>Site internet.</p> <p>Brochures et autre documentation imprimée.</p>	<p>Communication</p> <p>Conservation</p> <p>Tourisme durable</p>
2	<p>Fondation Chanel, France</p> <p>Appui des communautés locales des sites du patrimoine mondial en matière d'égalité des genres et de développement durable.</p> <p>Contribution financière escomptée.</p>	<p>Amélioration de la culture d'entreprise et du développement durable au sein des organisations de femmes.</p>	<p>Actions de renforcement des capacités favorisant le développement durable et l'égalité des genres dans certains sites du patrimoine mondial.</p>	<p>Aucune</p>	<p>Renforcement des capacités</p> <p>Communautés</p>
3	<p>SeaWeb/Relais & Châteaux, France</p> <p>Accord tripartite de trois ans soutenant la Journée mondiale des océans afin de contribuer au travail de la Convention pour les sites marins du patrimoine mondial.</p> <p>Contribution financière escomptée.</p>	<p>Sensibilisation accrue et soutien aux sites marins du patrimoine mondial.</p>	<p>Soutien pour la Journée mondiale des océans.</p>	<p>À l'occasion de la Journée mondiale des océans :</p> <p>Site internet.</p> <p>Brochures et autre documentation imprimée.</p>	<p>Communication</p> <p>Conservation</p>